



Rapport financier intermédiaire Premier trimestre se terminant le 30 septembre 2011

www.h2oinnovation.com
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX inc. : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

RAPPORT DE LA DIRECTION

Chers actionnaires,

Nous avons entamé ce nouvel exercice financier plus forts que jamais depuis la création de notre entreprise il y a 11 ans. Forts d'un niveau record du carnet de commandes de systèmes de traitement d'eau (36,6 M \$ en ce début d'exercice), d'une saine répartition de nos revenus entre ventes de systèmes et ventes de produits consommables, d'une structure opérationnelle rationalisée et d'un très net accent mis sur les trois marchés clés de l'énergie, des mines et des municipalités, nous sommes confiants que l'exercice 2012 sera pour H₂O Innovation une année de croissance et de BAIIA positif.

De par sa nature, la vente de systèmes de traitement des eaux implique un long cycle de ventes. En raison de ce long cycle – contrairement au cycle plus court et plus prévisible des produits chimiques de spécialité et autres consommables –, les commandes de la Société progressent de façon irrégulière au fil des trimestres, le volume de nouveaux contrats pouvant varier d'un trimestre à un autre. C'est ce qui s'est passé au cours des deux derniers trimestres : le quatrième trimestre de l'exercice 2011 a enregistré un niveau de commandes record, tandis que le niveau de commandes de ce premier trimestre est inhabituellement faible. Cette condition est inhérente à la vente des systèmes de traitement des eaux, qui exigent un examen approfondi et d'importants investissements en capital de la part de nos clients. Heureusement, les fluctuations temporaires des commandes trimestrielles de la Société s'équilibrent au cours des trimestres, tandis que notre carnet de commandes continue à croître, ce qui nous place en bonne position pour une augmentation de nos revenus.

Nos revenus pour le trimestre se sont élevés à 7,1 M \$, en hausse de 11,8 % comparativement aux 6,3 M \$ enregistrés au cours du premier trimestre de l'exercice précédent. Comparativement au trimestre précédent (T4 2011), nos revenus affichent une légère baisse, qui s'explique principalement par la saisonnalité de nos ventes de produits chimiques de spécialité et autres consommables, qui ont tendance à marquer un ralentissement au cours de la période de vacances estivales des opérateurs d'usine et des acheteurs. La vente de nos produits spécialisés destinés à l'industrie acéricole sont également à leur plus bas durant les premiers trimestres, lorsque la saison de production est terminée et que les producteurs n'ont pas encore placé leurs commandes pour la saison suivante. Au cours du trimestre, nous avons ajouté quatre nouveaux distributeurs internationaux pour notre marque Professional Water Technologies de produits chimiques de spécialité destinés aux systèmes membranaires. Alors que ces nouveaux distributeurs commencent à prendre de la vitesse dans leurs secteurs géographiques respectifs, leur contribution à nos ventes de produits chimiques de spécialité et autres consommables devrait commencer à se faire sentir durant l'exercice. Tout au long de 2012, nous nous efforcerons d'accroître le taux de conversion de nos clients systèmes en clients consommables – qui s'établit aujourd'hui à 70 % – en mettant en œuvre une approche proactive à un stade plus précoce du cycle de ventes et en offrant des services à valeur ajoutée aux opérateurs de systèmes.

Les revenus provenant de la vente de systèmes de traitement des eaux au cours du premier trimestre de ce nouvel exercice financier enregistrent une hausse minime comparativement au trimestre comparable de l'exercice précédent, notamment si l'on prend en compte le niveau du carnet de commandes actuel. Cette légère variation peut s'expliquer par le stade d'avancement des nouveaux projets obtenus au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011 – des projets qui en sont pour la plupart aux phases de conception et d'ingénierie et n'ont pas encore atteint les phases de fabrication et d'assemblage, génératrices de revenus élevés. Ces phases seront atteintes progressivement au cours des prochains trimestres, et nous ne pressentons à ce jour aucun retard dans les dates de livraison des projets.

Les commandes pour le trimestre ont enregistré un niveau exceptionnellement bas, à 0,9 M \$, contre 3,5 M \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette contraction des nouvelles commandes obtenues au cours du premier trimestre de l'exercice 2012 peut s'expliquer en partie par le fait que nos équipes de ventes se sont concentrées sur la finalisation des nombreux contrats obtenus au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011, qui avaient atteint le niveau record de 17,4 M \$, et sur le bon démarrage de ces projets. Nous pensons que cette situation temporaire s'inversera au cours des prochains trimestres de l'exercice 2012 lorsque les efforts de ventes de la Société dans les marchés des mines, de l'énergie et des municipalités canadiennes porteront leurs fruits. Et ce, malgré le fait que le secteur municipal américain reste d'un abord difficile en raison de la conjoncture économique américaine. Sur la base des douze derniers mois, en comparant les périodes du 1^{er} octobre au 30 septembre terminées en 2010 et 2011, les commandes ont progressé de façon positive, passant de 20,4 M \$ à 33,5 M \$, ce qui reflète une tendance à la hausse du carnet de commandes sur une période d'une année, tendance qui devrait persister au cours des prochains trimestres.

La réduction du bénéfice brut au cours du trimestre comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent a été causée par une combinaison de trois facteurs. En premier lieu, la composition des revenus du trimestre montre que les revenus provenant de la vente de produits chimiques de spécialité et autres consommables représente une proportion moins élevée de l'ensemble des revenus comparativement à l'exercice 2011 (39,1 % contre 43,4 % en 2011). Deuxièmement, la plupart des projets de systèmes qui ont généré des revenus au cours du trimestre se trouvaient en phases de planification et d'ingénierie, durant lesquelles la facturation et la comptabilisation des revenus sont moins élevées que durant les phases de fabrication et d'assemblage. Le troisième facteur ayant eu un effet négatif sur le bénéfice brut du trimestre est la réaffectation des ressources réalisée au cours du trimestre dans le but d'assurer une bonne exécution des projets de notre carnet de commandes. Cette réaffectation a réduit notre marge bénéficiaire brute de 2,7 points de pourcentage en augmentant le coût des marchandises vendues et réduisant nos charges d'exploitation.

Le BAIIA et le BAIIA ajusté pour le trimestre ont tous deux été positifs. Le BAIIA s'est élevé à 239 387 \$ pour le trimestre, contre (87 863 \$) pour la période correspondante terminée le 30 septembre 2010. Le BAIIA ajusté (excluant toute rémunération à base d'actions) s'est pour sa part élevé à 291 975 \$, en augmentation par rapport aux (62 099 \$) enregistrés au cours du premier trimestre de l'exercice précédent. Cette amélioration est le résultat de vastes efforts déployés au sein de l'ensemble de l'organisation dans le but de mieux gérer l'exécution des projets et de garder les coûts sous contrôle. Il s'agit également d'un renversement de tendance après le glissement temporaire de notre BAIIA dans le négatif au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011. Nous sommes confiants qu'il nous sera possible de développer un solide BAIIA positif au cours de l'exercice 2012 au fur et à mesure que nous exécutons les nombreux projets de notre carnet de commandes.

Notre coentreprise H₂O Innovation India a réalisé un bon trimestre, tant du point de vue des ventes que des opérations. Elle a également bénéficié de plusieurs visites d'employés clés et de dirigeants de la Société, qui ont collaboré avec son équipe locale pour voir à l'exécution des contrats de fabrication de son carnet de commandes.

Alors que nous entamons notre douzième année d'exploitation, nous continuons à porter une attention toute particulière à l'exécution des projets et au contrôle des coûts, aujourd'hui plus que jamais alors que les projets majeurs de notre carnet de commandes record entrent dans la phase critique de production. Les nouveaux ajouts à nos équipes de ventes au début du trimestre contribueront à soutenir la croissance de nos ventes de systèmes et de consommables au cours de l'exercice. À plus longue échéance, au rythme des nouvelles opportunités qui se présentent, nous continuons à rechercher de nouveaux partenariats internationaux ou alliances stratégiques qui pourraient avoir un intérêt stratégique ou tactique pour notre modèle d'affaires et notre empreinte géographique.

En terminant, nous sommes fiers d'accueillir nos actionnaires, administrateurs, dirigeants et autres invités à Québec ce mercredi 7 décembre 2011 à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de nos actionnaires. C'est toujours pour nous un grand plaisir de vous retrouver pour cet événement annuel et de prendre du temps pour discuter du développement de la Société et vous remercier tous pour votre confiance de longue date.



Frédéric Dugré
Président et chef de la direction

RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H₂O Innovation pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011, en comparaison avec la période correspondante terminée le 30 septembre 2010, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer le bilan au 30 septembre 2011 à celui du 30 juin 2011. Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H₂O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qu'il est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation des termes « s'attendre », « croire », « estimer » ou tout autre terme similaire ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR (www.sedar.com) dans la Notice annuelle de la Société datée du 28 septembre 2011. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H₂O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les présents états financiers ainsi que les données comparatives correspondantes n'ont pas fait l'objet d'un examen par les auditeurs externes de la Société et ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

TRANSITION AUX IFRS ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Le 1^{er} juillet 2011, H₂O Innovation a adopté les IFRS aux fins de déclaration de l'information financière, utilisant comme date de transition le 1^{er} juillet 2010. Les états financiers pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2011, incluant les informations comparatives requises, ont été établis conformément à IFRS 1 « Première adoption des IFRS », et à la Norme comptable internationale (IAS) 34 « Information financière intermédiaire », telle qu'émise par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB »).

Avant le 1^{er} juillet 2011, la Société établissait ses états financiers consolidés intermédiaires et annuels conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR du Canada »). De plus amples informations sur l'impact des IFRS sont fournies dans la section « Principales conventions et estimations comptables » du présent Rapport de gestion et à la note 16 « Transition aux IFRS » des états financiers consolidés intermédiaires résumés du trimestre terminé le 30 septembre 2011.

Les présents états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens et ont été établis conformément aux IFRS applicables à l'établissement des états financiers intermédiaires, IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Dans le présent rapport de gestion, la Société fournit des mesures financières non conformes aux IFRS (soit le bénéfice brut, le BAIIA¹ et le BAIIA ajusté) à titre d'informations supplémentaires relativement à sa performance d'exploitation. Ces mesures financières non conformes aux IFRS dérivent directement des états financiers de la Société et sont présentées de manière cohérente. Le bénéfice brut correspond aux produits moins le coût des marchandises vendues. Le BAIIA correspond au bénéfice pour la période excluant les charges financières – nettes, les charges d'impôts, la dépréciation et l'amortissement. Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA excluant les charges de rémunération à base d'actions

La Société utilise ces mesures afin d'évaluer sa performance financière d'un point de vue historique et prospectif, ainsi que sa performance par rapport à ses concurrents. Ces mesures permettent également à la Société de planifier et d'établir des prévisions quant aux périodes futures, ainsi que de prendre des décisions opérationnelles et stratégiques. La Société croit que le fait de fournir ces informations aux investisseurs – en plus des mesures conformes aux IFRS – leur permet de voir les résultats de la Société à travers les yeux de la direction, et de mieux comprendre la performance financière passée et future de l'entreprise. Ces informations supplémentaires ne sont pas établies conformément aux IFRS. Par conséquent, elles ne sont pas nécessairement comparables à celles

¹ Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) est une mesure de performance qui n'est pas établie conformément aux IFRS, et ne constitue pas un remplacement du bénéfice net. Comme il se peut que le BAIIA ne soit pas calculé de la même façon par toutes les entreprises, il se peut que le résultat de la Société ne puisse être directement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres entreprises.

présentées par d'autres entreprises et doivent être considérées comme un supplément d'informations, et non un substitut de, ou supérieures aux mesures correspondantes établies conformément aux IFRS.

VISION, MISSION ET PROFIL

NOTRE VISION

Créer de la valeur pour nos actionnaires de façon soutenue en devenant les meilleurs en Amérique du Nord, travaillant de concert avec les firmes d'ingénierie à concevoir et fabriquer des solutions de traitement des eaux sur mesure, aidés par nos fortes capacités techniques et d'analyse, qui nous permettent de maximiser l'efficacité, la durabilité et la performance des systèmes.

NOTRE MISSION

Concevoir et fournir des solutions de haute performance fiables, intégrées et adaptées aux différents besoins de traitement des eaux, dans un environnement en constante évolution.

NOTRE PROFIL

Forte de plus de 11 années d'expérience, H₂O Innovation fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. H₂O Innovation conçoit des systèmes sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et consommables pour systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. Comptant plus de 100 employés et disposant de sept places d'affaires en Amérique du Nord, H₂O Innovation est partenaire fondateur de la co-entreprise H₂O Innovation India de Mumbai, Inde.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Principales données financières (non auditées)

Périodes de trois mois terminées le 30 septembre

	2011	2010
	\$	\$
Revenus	7 069 768	6 325 081
Bénéfice brut	1 744 687	1 884 867
Marge bénéficiaire brute	24,7 %	29,8 %
Charges d'exploitation	105 106	300 287
Frais de vente	864 667	925 186
Frais administratifs	855 092	748 208
Perte nette	(88 216)	(629 610)
Perte de base et diluée par action	(0,001)	(0,010)
BAIIA	239 387	(87 863)

Revenus et bénéfice brut

Pour le premier trimestre de ce nouvel exercice, les revenus enregistrent une hausse minime si l'on considère le carnet de commandes qui devrait se matérialiser au cours des prochains trimestres. Cette légère variation s'explique en partie par le fait que les nouveaux projets en sont pour la plupart aux stades précoces de conception et d'ingénierie, et par le léger ralentissement de la période estivale, habituellement moins active en termes de livraison de systèmes de traitement des eaux et de produits chimiques de spécialité et autres consommables.

Le tableau suivant présente l'évolution de nos revenus et de nos nouvelles commandes, ainsi que la fluctuation de notre carnet de commandes au cours des cinq derniers trimestres. Cette analyse reflète la volatilité de l'économie dans laquelle nous avons évolué. Elle montre aussi combien notre modèle d'affaires, qui combine les revenus provenant de la vente de systèmes et les revenus liés à la vente de produits chimiques de spécialité et autres consommables, nous rend plus forts et nous place en meilleure position pour faire face aux fluctuations.

	Exercice 2011				Exercice 2012	Douze derniers mois	Douze mois précédents
	T1	T2 ^(a)	T3 ^(a)	T4 ^(a)			
Carnet de commandes	14,3 M \$	15,1 M \$	21,6 M \$	35,3 M \$	31,6 M \$	-	-
Commandes de systèmes de traitement des eaux	3,7 M \$	7,4 M \$	6,1 M \$	17,4 M \$	0,9 M \$	33,5 M \$	20,4 M \$
Revenus provenant des systèmes de traitement des eaux	3,5 M \$	3,5 M \$	3,9 M \$	4,5 M \$	4,3 M \$	17,1 M \$	14,9 M \$
Ratio commandes / revenus	1,1	2,1	1,6	3,9	0,2	1,96	1,36
Revenus de produits chimiques de spécialité et autres consommables (généralement récurrentes)	2,8 M \$	2,8 M \$	3,3 M \$	3,3 M \$	2,8 M \$	12,2 M \$	10,7 M \$

(a) Le tableau ci-dessus a été ajusté afin de refléter le fait que la coentreprise de la Société est désormais comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ce qui signifie que le carnet de commandes et les commandes générés en Inde au cours de l'exercice 2011 n'affecteront pas la ligne de revenus de la Société, mais affecteront uniquement les résultats nets provenant de cette coentreprise.

Les revenus pour ce premier trimestre se sont élevés à 7,1 M \$, contre 6,3 M \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation représente une hausse de 11,8 %, principalement notable dans les revenus provenant de la vente de systèmes de traitement des eaux, tandis que les revenus provenant de la vente des produits chimiques de spécialité et autres consommables restent stables comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Par ailleurs, une baisse de 5,6 % du taux de change moyen applicable à nos opérations libellées en dollar US au cours du premier trimestre de l'exercice 2012 par rapport au premier trimestre

de l'exercice 2011 a eu un effet négatif sur les revenus, provoquant une baisse de 0,3 M \$. Sans cette incidence du taux de change en 2012, la croissance des revenus aurait atteint 16 %.

Pour ce trimestre, les revenus de nature récurrente sont restés stables comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a directement contribué à réduire le bénéfice brut pour le premier trimestre. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2012, les revenus provenant de la vente de produits chimiques de spécialité et autres consommables ont atteint un niveau similaire à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit 2,8 M \$. Cette stabilité s'explique principalement par la saisonnalité de nos ventes de produits chimiques de spécialité et autres consommables, qui ont tendance à marquer un ralentissement durant la période estivale, lorsque les opérateurs d'usines et les acheteurs sont en vacances.

La composition des revenus constitue un facteur stratégique ayant un impact direct sur le bénéfice brut, la volatilité des revenus et la croissance de l'entreprise. Les revenus liés à la vente de produits chimiques de spécialité et autres consommables représentant une proportion moins élevée des revenus du trimestre comparativement au premier trimestre de l'exercice 2011, le bénéfice brut du trimestre a été directement affecté et a subi une baisse comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, passant de 1,9 M \$ au premier trimestre de l'exercice 2011 à 1,7 M \$ au premier trimestre de l'exercice 2012.

Le carnet de commandes, composé uniquement des ventes de systèmes de traitement des eaux, a progressé de 14,1 M \$ à 31,6 M \$ pour les périodes terminées les 30 septembre 2010 et 2011 respectivement. Cette hausse au cours des douze derniers mois a été soutenue par un volume croissant de nouvelles commandes, ce qui reflète les signes positifs de la reprise économique dans la plupart des segments clés de l'économie ciblés par la Société et une hausse probable des revenus au cours des prochains trimestres. Les nouveaux contrats obtenus au cours du premier trimestre se sont élevés à 0,9 M \$, contre 3,5 M \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette contraction des nouvelles commandes obtenues au cours du premier trimestre de l'exercice 2012 s'explique en partie par le fait que nos équipes de ventes se sont concentrées sur la finalisation des contrats des nombreuses commandes obtenues au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011, qui avaient atteint le niveau record de 17,4 M \$, et sur le bon démarrage de ces projets. La direction pense que cette situation temporaire s'inversera au cours des prochains trimestres de l'exercice 2012, car la Société bénéficiera d'une conjoncture économique saine pour ses marchés cibles des mines, de l'énergie et des municipalités canadiennes – malgré le fait que le secteur municipal américain reste d'un abord difficile en raison de l'état de l'économie américaine générale. De par sa nature, le long cycle de ventes des systèmes de traitement des eaux entraîne une progression irrégulière des commandes de la Société au fil des trimestres, comme l'illustre le parallèle entre les nouvelles commandes record obtenues au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011 et le niveau de commandes particulièrement peu élevé de ce trimestre.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont baissé de 0,3 M \$ à 0,1 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011 comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2011. Cette baisse est due à une meilleure utilisation de nos ressources affectées aux projets de systèmes en cours, projets dont l'importance ne fait que croître dans le flux des revenus de la Société au cours du présent exercice. Cette réaffectation a réduit la marge bénéficiaire brute de 2,7 points de pourcentage en augmentant le coût des marchandises vendues et réduisant les charges d'exploitation. Cette nouvelle affectation des ressources est le résultat d'une saine analyse de la gestion relativement à l'exécution des projets.

Frais de vente

Affichant une baisse d'environ 60 000 \$, les frais de vente sont restés relativement stables comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, à 0,9 M \$ pour ce trimestre. Cette légère baisse s'explique par le programme de réduction des coûts mis en place l'an passé ainsi que par l'importance de plus en plus grande donnée au suivi des opportunités de vente.

Frais administratifs

Les frais administratifs ont augmenté de 0,7 M \$ à 0,8 M \$ pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2010 et 2011 respectivement. Cette hausse s'explique en partie par les charges de rémunération à base d'actions, qui sont liées à l'octroi d'options d'achat d'actions aux membres de la haute direction et aux employés clés de la Société à la fin du premier trimestre de l'exercice 2011. L'augmentation de la rémunération du personnel administratif et de la direction a également eu un impact sur le montant des frais administratifs du premier trimestre de l'exercice 2012.

À ce jour, la direction n'est au fait d'aucun facteur ou indice pouvant affecter la valeur des actifs incorporels ou la recouvrabilité du goodwill.

BAIIA

Le BAIIA pour ce trimestre a atteint 239 387 \$, contre (87 863 \$) pour la période correspondante terminée le 30 septembre 2010. Le BAIIA ajusté (excluant les charges de rémunération à base d'actions de (52 588 \$)) s'est élevé à 291 975 \$ pour le trimestre. Ces BAIIA et BAIIA ajusté positifs pour le premier trimestre de l'exercice 2012 sont le résultat de vastes efforts déployés au sein de l'ensemble de l'organisation pour mieux gérer l'exécution des projets et garder en place les réflexes liés au programme de réduction des coûts. La direction est confiante qu'il sera possible de développer un solide BAIIA positif au cours de l'exercice 2012.

Autres gains (pertes) – nets

Les autres gains (pertes) – nets, qui se sont élevés à (351 208 \$) pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2011, contre (33 501 \$) pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010, sont principalement composés d'un gain de change (perte de change pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010), ce qui est le résultat des seules variations des éléments du fonds de roulement.

Charges financières – nettes

Les charges financières – nettes se sont élevées à 194 164 \$ pour la période terminée le 30 septembre 2011, contre 223 119 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces charges sont principalement liées à la dette à long terme. Sur ce montant, 54 560 \$ représentent la portion théorique et non monétaire des intérêts sur la dette à long terme, et 7 509 \$ correspondent à la désactualisation sur les contreparties conditionnelles. La réduction des charges financières peut s'expliquer par la baisse des soldes de la dette à long terme et se trouve partiellement compensée par l'emprunt bancaire pour les besoins du fonds de roulement.

Perte nette

Pour ce trimestre, la perte nette a affiché une réduction majeure de 86 % comparativement au premier trimestre de l'exercice 2011, passant de (629 610 \$) ou (0,010 \$ par action) à (88 216 \$) ou (0,001 \$ par action).

Engagements contractuels

La Société s'est engagée d'après des contrats de location échéant en 2011, 2012, 2013, 2017 et 2022 à verser un montant de 3 944 204 \$ pour des locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 416 326 \$ en 2012, 542 613 \$ en 2013, 413 534 \$ en 2014, 422 555 \$ en 2015 et 431 809 \$ en 2016.

Informations sur le capital social

En date du 30 septembre 2011, 60 145 832 actions ordinaires de la Société étaient en circulation. Aucune action n'a été émise au cours de ce trimestre.

BILANS

Bien que le fonds de roulement soit passé de 6,2 M \$ au 30 juin 2011 à 5,7 M au 30 septembre 2011, le ratio d'endettement à court terme de la Société s'est légèrement amélioré, passant de 1,76 à 1,83, ce qui reflète une saine gestion du fonds de roulement et des flux de trésorerie parallèlement à la croissance de la Société.

La dette nette excluant les contreparties conditionnelles, qui s'élevait à 4,3 M \$ au 30 septembre 2011, a baissé de près de 0,5 M \$, comparativement aux 4,75 M \$ enregistrés au 30 juin 2011. Cette baisse est principalement due au recouvrement des débiteurs, qui a permis à la Société de réduire son utilisation de l'emprunt bancaire.

Les capitaux propres s'élevaient à 22,5 M \$ au 30 septembre 2011, contre 21,5 M \$ au 30 juin 2011. Au 30 septembre 2011, le ratio d'endettement net était de 0,19 alors qu'il était de 0,22 au 30 juin 2011, ce qui montre que la Société n'est pas surendettée.

(en dollars canadiens, sauf le ratio)	Période terminée le 30 septembre 2011	Période terminée le 30 juin 2011
Fonds de roulement	\$5 689 330	\$6 192 049
Ratio d'endettement à court terme	1,83	1,76
Dette nette	\$4 274 321	\$4 749 023
Capitaux propres	\$22 681 770	\$21 534 615
Ratio d'endettement net	0,19	0,22

¹ La dette nette inclut le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme, nets de trésorerie et équivalents, mais exclut les contreparties conditionnelles.

Au 30 septembre 2011, les débiteurs s'élevaient à 6,3 M \$, contre 7,8 M \$ au 30 juin 2011. Cette diminution de 1,5 M \$ peut être attribuée à la saisonnalité des revenus provenant de la vente de produits chimiques de spécialité et autres consommables et à la fin de la grève de Postes Canada, le 28 juin 2011, soit trois jours avant le début de l'exercice 2012.

Les stocks ont augmenté de 0,3 M \$, passant à 2,5 M \$ au 30 septembre 2011 contre 2,2 M \$ au 30 juin 2011. Cette augmentation s'explique par deux facteurs : 1) l'augmentation des commandes et réceptions de matières premières pour les projets en cours, qui entreront dans les phases de fabrication et d'assemblage au cours des prochains trimestres; et 2) l'augmentation des produits finis fabriqués au cours de l'été en préparation du début de la saison acéricole.

Les coûts engagés sur excédent de facturation ont baissé de 0,7 M \$, passant de 2,3 M \$ au 30 juin 2011 à 1,6 M \$ au 30 septembre 2011. L'excédent de facturation sur coûts engagés a également baissé de 0,25 M \$, passant de 1,3 M \$ au 30 juin 2011 à 1,1 M \$ au 30 septembre 2011. Cette diminution s'explique par la livraison d'un important projet complété au début du premier trimestre de l'exercice 2012 et par le fait que des projets obtenus au dernier trimestre de l'exercice précédent en sont encore aux stades précoces de conception et d'ingénierie, mais n'ont pas encore atteint les phases de fabrication et d'assemblage, génératrices de revenus élevés.

Les créditeurs et charges à payer ont baissé de 0,9 M \$, passant de 4,2 M \$ au 30 juin 2011 à 3,3 M \$ au 30 septembre 2011. Cette diminution s'explique en partie par la fin de la grève de Postes Canada juste avant le début de ce trimestre et par le stade d'avancement précoce de nos projets pour lesquels des composantes clés seront achetées plus tard au cours de l'exercice 2012.

Les contreparties conditionnelles ont atteint 1,9 M \$ au 30 septembre 2011, contre 2,2 M \$ au 30 juin 2011. Cette baisse est due aux paiements d'une valeur de 0,4 M \$ effectués au cours du premier trimestre et à la désactualisation. Sur les 1,9 M \$ de contreparties conditionnelles, un montant de 0,5 M \$ doit être payé au cours des 12 prochains mois, le solde (1,4 M \$) sur une période s'étirant jusqu'en 2018.

SITUATION FINANCIÈRE

Avant la variation des éléments du fonds de roulement liés à l'exploitation, les activités d'exploitation ont généré 334 130 \$ de fonds pour la période terminée le 30 septembre 2011, contre 27 355 \$ de fonds utilisés durant la période correspondante terminée le 30 septembre 2010, ce qui marque un renversement de tendance majeur et une progression positive. Selon les IFRS, la direction a décidé de communiquer les intérêts payés dans le cadre des activités de financement, et non dans des activités d'exploitation comme c'était le cas selon les PCGR précédentes.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2012, les activités d'investissement ont nécessité des liquidités nettes de 430 899 \$. La Société a effectué des versements liés à des contreparties conditionnelles dans le cadre d'acquisitions antérieures, qui se sont élevés à 441 315 \$. Par ailleurs, la Société a fait l'acquisition d'actifs non courants nécessaires pour améliorer le flux d'opérations de notre usine de Ham-Nord au Québec pour la fabrication des systèmes de traitement des eaux, la réorganisation de notre département d'ingénierie à Minneapolis et le renouvellement des serveurs pour une meilleure robustesse de notre réseau et de nos systèmes. La plupart de ces actions ont été complétées au cours du premier trimestre de l'exercice 2012; les gains de productivité et d'efficacité devraient se faire sentir au cours des prochains trimestres.

Les activités de financement ont utilisé des liquidités nettes de 367 591 \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2012, contre 1 329 059 \$ de fonds générés durant la période correspondante terminée le 30 septembre 2010. Cette augmentation des fonds affectés aux activités de financement est principalement due à l'utilisation de l'emprunt bancaire, qui a induit un remboursement net s'élevant à 233 624 \$. L'utilisation d'un moratoire de six mois sur le

remboursement en capital des dettes à long terme a également eu un impact positif sur les activités de financement. En vertu des IFRS, la direction a décidé de communiquer les intérêts payés dans le cadre des activités de financement, et non des activités d'exploitation comme c'était le cas selon les PCGR précédentes.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non auditée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Périodes de trois mois terminées le				Douze derniers mois
	30 septembre 2011	30 juin 2011	31 mars 2011	31 décembre 2010	
Revenus	7 069 768	7 826 146	7 126 952	6 354 087	28 376 953
BAIIA	239 387	(107 679)	369 211	(23 623)	477 296
Perte nette	(88 216)	(72 989)	(123 355)	(526 326)	(810 886)
BPA de base et dilué	(0,001)	(0,001)	(0,002)	(0,009)	(0,016)

	Périodes de trois mois terminées le				Douze mois précédents
	30 septembre 2010	30 juin 2010 ⁽¹⁾	31 mars 2010 ⁽¹⁾	31 décembre 2009 ⁽¹⁾	
Revenus	6 325 081	5 921 355	6 312 349	7 087 242	25 646 027
BAIIA	(87 863)	(785 178)	(980 271)	(982 737)	(2 836 049)
Perte nette	(629 610)	(6 220 440)	(1 558 567)	(1 576 222)	(9 984 839)
BPA de base et dilué	(0,010)	(0,113)	(0,028)	(0,029)	(0,18)

(1) Les données présentées pour 2010 n'ont pas été ajustées pour refléter les nouvelles normes IFRS. Seules les données 2011 ont été ajustées.

GESTION DU CAPITAL

La Société gère le capital dans le but de maintenir une structure de capital souple qui optimise le coût du capital en fonction d'un risque acceptable. Aux fins de la gestion du capital, la définition du capital inclut les capitaux propres, la dette à long terme et la débenture convertible diminués de l'encaisse et des placements détenus à des fins de transaction et jusqu'à échéance. La Société surveille le capital au moyen de son utilisation de trésorerie mensuelle et ses obligations liées à ses passifs financiers.

PRINCIPALES CONVENTIONS ET ESTIMATIONS COMPTABLES

La Société a établi ses états financiers consolidés intermédiaires conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») applicables à l'établissement des états financiers intermédiaires, IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Il s'agit des premiers états financiers consolidés intermédiaires de la Société établis conformément aux IFRS; par conséquent, la Société explique ces choix par rapport à IFRS 1 « Première adoption des IFRS » à la note 16 de ses états financiers.

La Société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables à son bilan consolidé d'ouverture en IFRS au 1^{er} juillet 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 16 des états financiers pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2011 traite de l'incidence du passage aux IFRS sur le bilan consolidé, le résultat consolidé, le résultat global consolidé et le flux de trésorerie consolidé déjà publiés par la Société, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2011. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui sont appliquées dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice se terminant le 30 juin 2012, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires, incluant les ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

La description complète des conventions et estimations comptables est présentée dans la section correspondante des états financiers de la Société pour le trimestre terminée le 30 septembre 2011.

Les estimations, les hypothèses et les jugements sont examinés régulièrement par la Société et sont fondés sur des expériences passées et sur d'autres facteurs, y compris les attentes concernant des événements futurs qui sont censées être raisonnables dans les circonstances.

La Société fait des estimations, élabore des hypothèses et émet des jugements concernant l'avenir. Les estimations, les hypothèses et les jugements qui risquent d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et passifs au cours du prochain exercice sont abordés ci-dessous. Il est possible que les résultats actuels diffèrent de ses estimations.

Constatation des revenus provenant de contrats de fabrication

Le degré d'avancement de tout contrat de fabrication est évalué par la direction sur la base des informations disponibles à la fin de la période de présentation de l'information financière. Dans le cadre de ce processus, la direction se fonde en grande partie sur son jugement relativement aux étapes, aux travaux exécutés et aux coûts estimés devant être engagés pour compléter le travail.

Dépréciation du goodwill et des autres actifs non courants

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société évalue s'il existe une indication que le goodwill et les autres actifs non courants ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est déterminée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, des estimations de flux de trésorerie futurs sont déduits. L'utilisation des différentes hypothèses pourrait résulter dans différentes justes valeurs, et donc différentes valeurs comptables pour le goodwill et les autres actifs non courants.

Impôts sur les bénéfices et provisions pour moins-value

Lors de l'estimation des impôts sur les bénéfices, la Société doit déterminer si les actifs d'impôt différé peuvent être recouverts en évaluant la capacité des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures pour réduire le revenu imposable des périodes subséquentes avant que ces déductions n'expirent. Ainsi, la direction détermine s'il est probable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôt différé ne sera pas matérialisée. La matérialisation finale des actifs d'impôt différé dépend du revenu imposable futur qui sera généré. Si des modifications étaient apportées à l'évaluation de la direction concernant la capacité d'une des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures, les actifs d'impôt différé à comptabiliser pourraient augmenter ou diminuer, ce qui aurait une incidence sur les provisions ou les recouvrements d'impôt futurs.

Durée de vie utiles des actifs amortissables

La direction examine les durées de vie utiles des actifs amortissables à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Au 30 septembre 2011, la direction évalue que les durées de vie utiles représentent la période estimée d'utilisation des actifs de la Société. Les résultats réels pourraient toutefois varier en raison de l'obsolescence technique ou de changements sur le marché, notamment pour l'équipement informatique, les relations clients, les marques de commerce, les brevets et les logiciels.

Contreparties conditionnelles

La direction a estimé la juste valeur comptabilisée pour les contreparties conditionnelles en se basant sur les résultats, le budget et les prévisions des entités acquises. Toutefois, les contreparties conditionnelles réelles pourraient varier en raison de changements imprévus dans les activités des entités acquises.

ENTENTES HORS BILAN

Au 30 septembre 2011, la Société avait des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de crédit. Au 30 septembre 2011, ces lettres de crédit s'élevaient à 1,2 M \$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates jusqu'en 2013. De ces lettres de crédit, un montant de 1 M \$ est garanti par un certificat de dépôt. Le solde restant, d'un montant de 0,2 M \$, a été garanti par Exportation et Développement Canada.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), nous avons déposé des attestations signées par le chef de la direction et la directrice des finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et la directrice des finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et

- l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la directrice des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la directrice des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et la directrice des finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Une évaluation de la conception et de l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la directrice des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la directrice des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO).

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre, il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

Premier trimestre se terminant le
30 septembre 2011

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés inclus au présent rapport n'ont pas été examinés par les auditeurs externes de H₂O Innovation inc.

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site Internet : www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(en dollars canadiens)
(non audités)

	30 septembre 2011	30 juin 2011	1 ^{er} juillet 2010
	\$	\$	\$
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents	646 851	440 356	2 586 047
Certificats de placement garanti	1 297 600	1 412 963	1 306 658
Débiteurs (note 4)	6 314 840	7 828 476	4 854 584
Stocks (note 5)	2 542 415	2 230 656	1 913 306
Coûts engagés sur excédent de facturation	1 551 393	2 264 941	2 148 946
Frais payés d'avance	154 284	198 504	308 263
	12 507 383	14 375 896	13 117 804
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	2 123 491	2 065 814	2 204 447
Actifs incorporels	6 339 851	6 124 548	7 695 036
Participation dans une co-entreprise	47 208	88 041	85 455
Autres actifs	43 578	41 942	44 141
Goodwill (note 6)	10 966 926	10 179 427	11 254 505
Actifs d'impôts différés	1 931 310	1 627 665	1 052 906
	33 959 747	34 503 333	35 454 294
PASSIF			
Passifs courants			
Découvert bancaire	197 822	291 520	-
Emprunts bancaires	1 120 000	1 353 625	-
Créditeurs et charges à payer (note 7)	3 326 429	4 181 901	3 407 858
Provisions (note 8)	10 292	32 300	30 425
Excédent de facturation sur coûts engagés	1 056 829	1 310 866	233 537
Impôts sur les bénéfices à payer	1 176	7 649	-
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 10)	601 386	319 108	619 768
Contreparties conditionnelles (note 9)	504 119	686 878	2 292 188
	6 818 053	8 183 847	6 583 776
Passifs non courants			
Dette à long terme (note 10)	3 001 964	3 225 176	1 569 201
Contreparties conditionnelles (note 9)	1 415 716	1 521 794	1 530 781
Débeture convertible (note 11)	-	-	1 354 531
Loyers différés	42 244	37 901	56 938
	11 277 977	12 968 718	11 095 227
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	45 852 436	45 852 436	45 844 856
Réserve pour la portion capitaux propres de la débeture convertible	-	-	301 023
Réserve pour les options d'achat d'actions (note 12)	1 787 540	1 734 952	1 451 585
Réserve pour les bons de souscription	10 142 512	10 143 677	10 001 890
Déficit	(34 361 988)	(34 273 772)	(33 240 287)
Cumul des autres éléments du résultat global	(738 730)	(1 922 678)	-
	22 681 770	21 534 615	24 359 067
	33 959 747	34 503 333	35 454 294

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au nom du conseil,

Frédéric Dugré



Président et chef de la direction

Philippe Gervais



Président du conseil

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2011 et 2010
(en dollars canadiens, sauf les données relatives aux actions)
(non audités)

	ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE H ₂ O INNOVATION INC.							Cumul des autres éléments du résultat global	Total
	Actions ordinaires (Nombre)	Capital social	Réserve pour la composante capitaux propres de la débenture convertible	Réserve pour les options d'achat d'actions (note 12)	Réserve pour les bons de souscription	Déficit			
Solde au 1^{er} juillet 2010	60 120 832	45 844 856	301 023	1 451 585	10 001 890	(33 240 287)	-	24 359 067	
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	-	25 764	-	-	-	25 764	
Frais d'émission d'actions dans le cadre d'un financement privé	-	(5 420)	-	-	-	-	-	(5 420)	
Perte nette pour la période	-	-	-	-	-	(629 610)	-	(629 910)	
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	(726 778)	(726 778)	
Solde au 30 septembre 2010	60 120 832	45 839 436	301 023	1 477 349	10 001 890	(33 869 897)	(726 778)	23 023 023	
Solde au 30 juin 2011	60 145 832	45 852 436	-	1 734 952	10 143 677	(34 273 772)	(1 922 678)	21 534 615	
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	-	52 588	-	-	-	52 588	
Frais d'émission de bons de souscription dans le cadre d'un financement	-	-	-	-	(1 165)	-	-	(1 165)	
Perte nette pour la période	-	-	-	-	-	(88 216)	-	(88 216)	
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	1 183 948	1 183 948	
Solde au 30 septembre 2011	60 145 832	45 852 436	-	1 787 540	10 142 512	(34 361 988)	(738 730)	22 681 770	

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA PERTE
Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2011 et 2010
(en dollars canadiens, sauf les données relatives aux actions)
(non audités)

Trois mois terminés les 30 septembre

	2011	2010
	\$	\$
Revenus (note 15)	7 069 768	6 325 081
Coût des marchandises vendues	5 325 081	4 440 214
Bénéfice brut	1 744 687	1 884 867
Charges d'exploitation	105 106	300 287
Frais de vente	864 667	925 186
Frais administratifs	855 092	748 208
Amortissement des immobilisations corporelles	77 003	72 231
Amortissement des actifs incorporels	233 624	246 397
Autres gains (pertes) – nets	(351 208)	(33 501)
	1 784 284	2 258 808
	(39 597)	(373 941)
Produits financiers	(4 571)	(5 872)
Charges financières	198 735	228 991
Charges financières – nettes	194 164	223 119
Quote-part des pertes d'une coentreprise	31 643	32 550
	225 807	255 669
Perte avant impôts sur les bénéfices	(265 404)	(629 610)
Économie d'impôts différés	(177 188)	-
Perte nette pour la période	(88 216)	(629 610)
Perte nette par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période		
Perte nette de base par action	(0,001)	(0,010)
Perte nette diluée par action	(0,001)	(0,010)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 13)	60 145 832	60 120 832

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

H₂O INNOVATION INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL
Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2011 et 2010
(en dollars canadiens)
(non audités)

	Trois mois terminés les 30 septembre	
	2011	2010
	\$	\$
Perte nette pour la période	(88 216)	(629 610)
Autres éléments du résultat global		
Écart de conversion	1 183 948	(726 778)
Résultat global pour la période	1 095 732	(1 356 388)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2011 et 2010
(en dollars canadiens)
(non audités)

	Trois mois terminés les 30 septembre	
	2011	2010
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Perte nette pour la période	(88 216)	(629 610)
Éléments hors caisse		
Charges financières – nettes	194 164	223 119
Amortissement des immobilisations corporelles	77 003	72 231
Amortissement des actifs incorporels	233 624	246 397
Loyers différés	1 322	(3 306)
Charges de rémunération à base d'actions	52 588	25 764
Quote-part des pertes d'une coentreprise	40 833	38 050
Économie d'impôts différés	(177 188)	-
	334 130	(27 355)
Variation des éléments du fonds de roulement (note 14 a))	749 808	(2 532 365)
Trésorerie générée par les (affectée aux) activités d'exploitation	1 083 938	(2 559 720)
Intérêts reçus	4 571	5 872
Impôts sur les bénéfices payés	(5 976)	-
Trésorerie nette générée par les (affectée aux) activités d'exploitation	1 082 533	(2 553 848)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Disposition de certificats de placement garanti	115 364	39 298
Acquisition d'immobilisations corporelles	(98 130)	(125 731)
Acquisition d'actifs incorporels	(6 818)	(7 372)
Contreparties conditionnelles payées	(441 315)	(385 875)
Trésorerie nette affectée aux les activités d'investissement	(430 899)	(479 680)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Variation des emprunts bancaires	(233 624)	1 545 321
Remboursement de la dette à long terme	(3 355)	(170 263)
Dette à long terme contractée	-	124 692
Intérêts payés	(129 447)	(164 861)
Frais d'émission de bons de souscription	(1 165)	-
Frais d'émission d'actions	-	(5 420)
Trésorerie nette générée par les (affectée aux) activités de financement	(367 591)	1 329 469
Variation nette de la trésorerie et équivalents	284 040	(1 704 059)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et équivalents	16 153	(23 126)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents	300 193	(1 727 185)
Trésorerie et équivalents – Début de période (note 14 b))	148 836	2 586 047
Trésorerie et équivalents – Fin de période (note 14 b))	449 029	858 862

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)
(en dollars canadiens)

1. Constitution et nature des activités

H₂O Innovation Inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société s'est donnée pour mission de concevoir, développer et mettre sur le marché des solutions novatrices pour la production d'eau potable et le traitement des eaux usées, par la mise au point de systèmes de filtration membranaire et de procédés de traitements biologiques alternatifs qui respectent l'environnement. Parallèlement, et à moindre échelle, la Société poursuit ses activités de fabrication et distribution d'équipements destinés à l'industrie acéricole. Le siège social de la Société est situé au 420, Boulevard Charest Est, suite 240, Québec (Québec), Canada. Le 15 décembre 2011, le siège social de la Société déménagera au 330, rue Saint-Vallier Est, suite 340, Québec (Québec), Canada.

Le 5 décembre 2011, le conseil d'administration de la Société a révisé les présents états financiers consolidés intérimaires résumés et autorisé leur publication.

2. Résumé des principales conventions comptables

Base d'établissement

La Société établit ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada tels qu'établis dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« Manuel de l'ICCA »). En 2010, le Manuel de l'ICCA a été révisé de manière à intégrer les Normes internationales d'information financière (« IFRS »); il exige désormais des entités ayant une obligation publique de rendre des comptes d'appliquer ces normes pour les exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2011. La Société a donc commencé à présenter son information sur cette base dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés. Dans les présents états financiers, les « PCGR du Canada » s'entendent des PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément aux IFRS applicables à l'établissement des états financiers intermédiaires, incluant IAS 34 et IFRS 1. À l'exception de certains choix liés à la transition et présentés à la note 17, la Société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables dans ses états de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1^{er} juillet 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 17 traite de l'incidence du passage aux IFRS sur la situation financière de la Société, sa performance financière et ses flux de trésorerie, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2010.

Les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés reposent sur les IFRS publiées et en vigueur au 5 décembre 2011, date à laquelle le conseil d'administration de la Société a approuvé ces états financiers. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui sont appliqués dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice se terminant le 30 juin 2011, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, incluant les ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société établis conformément aux PCGR du Canada au 30 juin 2011 et au 30 juin 2010 et pour les exercices terminés les 30 juin 2011 et 2010. La note 17 présente l'information liée aux IFRS pour l'exercice terminé le 30 juin 2011 qui est significative pour la compréhension des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation, en vertu de la convention du coût historique.

Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intègrent les comptes de la Société et de ses filiales détenues à 100 %, à savoir H₂O Innovation USA, Inc., H₂O Innovation USA Holding, Inc. et Professional Water Technologies, LLP.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Participation dans une coentreprise

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel la Société convient avec d'autres parties d'une activité économique sous contrôle conjoint, c'est-à-dire que les décisions stratégiques financières et opérationnelles correspondant aux activités de la coentreprise exigent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Les coentreprises impliquant la création d'une entité distincte dans laquelle chaque coentrepreneur détient une participation sont désignées comme des entités contrôlées conjointement. En vertu de la méthode de mise en équivalence, les participations dans des coentreprises sont constatées dans les états consolidés de la situation financière au coût et ensuite ajusté pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part de la Société dans l'actif net de la coentreprise, déduction faite de toute dépréciation dans la valeur des investissements individuels. Les pertes d'une coentreprise excédant la participation de la Société dans cette coentreprise (qui inclut tout intérêt à long terme qui, en substance, fait partie de la participation nette de la Société dans la coentreprise) ne sont comptabilisées que dans la mesure où la Société a encouru des obligations légales ou implicites ou effectué des paiements pour le compte de la coentreprise.

Lorsque la Société transige avec la coentreprise, les pertes et profits sont éliminés à hauteur de la participation de la Société dans la coentreprise.

Filiales

Les filiales sont les entités juridiques dont la Société peut diriger la politique financière et opérationnelle, supposant généralement une possession de plus de la moitié des droits de vote. L'existence et l'impact des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles sont pris en considération quand la Société détermine si elle contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées à compter de la date du transfert de contrôle à la Société et ne sont plus consolidées à compter de la date où ce contrôle cesse.

Les opérations intersociétés, les soldes et les gains non matérialisés sur les transactions entre sociétés d'un groupe sont éliminés. Les pertes non matérialisées sont également éliminées. Le cas échéant, les politiques comptables des filiales ont été modifiées pour s'harmoniser à celles adoptées par la Société.

Regroupements d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées à l'aide de la méthode d'acquisition. La contrepartie transférée dans un regroupement d'entreprises est mesurée à sa juste valeur, qui est évaluée comme la somme des justes valeurs des actifs transférés par la Société, des passifs engagés par la Société aux précédents propriétaires de l'entreprise acquise et des participations émises par la Société en échange du contrôle de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Les charges liées à l'acquisition sont généralement portées à l'état des résultats (pertes) au moment où elles sont engagées.

À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis et les passifs assumés sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, avec les exceptions suivantes :

- Les actifs ou passifs d'impôts différés et les passifs ou actifs liés au régime d'avantages sociaux sont comptabilisés et évalués conformément à *IAS 12 Impôts sur les bénéfices* et *IAS 19 Avantages du personnel* respectivement;
- Les actifs (ou groupes destinés à être cédés) classés en tant que détenus en vue de la vente conformément à *IFRS 5 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* sont évalués conformément à cette norme.

Le goodwill est déterminé comme l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle sur l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant) par rapport au solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs assumés. Si, suite à la réévaluation, le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs assumés excède la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle sur l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant), l'excédent est comptabilisé immédiatement dans les résultats en tant que gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Les participations qui ne donnent pas le contrôle, qui sont des titres de propriété actuels et qui donnent droit à leur titulaire à une part proportionnelle des actifs nets de l'entité en cas de liquidation peuvent être évaluées soit à leur juste valeur soit à leur quote-part du montant comptabilisé des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Le choix de la méthode d'évaluation s'effectue au cas par cas selon la transaction. Les autres types de participations qui ne donnent pas le contrôle sont évalués à leur juste valeur ou, le cas échéant, selon la méthode spécifiée dans une autre IFRS.

Si la contrepartie transférée par la Société dans le cadre d'un regroupement d'entreprises inclut des actifs ou passifs résultant d'une entente de contrepartie conditionnelle, la contrepartie conditionnelle est évaluée à sa juste valeur à la date d'acquisition et incluse dans la contrepartie transférée lors d'un regroupement d'entreprises. Les variations dans la juste valeur de la contrepartie conditionnelle pouvant être considérées comme des ajustements de la période d'évaluation sont reflétées de façon rétrospective, les variations correspondantes étant portées en contrepartie du goodwill. Les ajustements de la période d'évaluation sont des ajustements qui résultent d'informations complémentaires obtenues durant la « période d'évaluation » (qui ne peut excéder un an à compter de la date d'acquisition) relativement à des faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition.

La comptabilisation ultérieure des variations de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle qui ne peuvent être considérées comme des ajustements de la période d'évaluation dépend de la façon dont la contrepartie conditionnelle est classée. Les contreparties conditionnelles classées en capitaux propres ne sont pas soumises à réévaluation à la fin de chaque période de présentation de l'information financière ultérieure et leur règlement ultérieur est comptabilisé dans les capitaux propres. Toute contrepartie conditionnelle classée dans les actifs ou passifs est soumise à une réévaluation à la fin de chaque période de présentation de l'information financière ultérieure conformément à *IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, ou *IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, tel qu'approprié, le gain ou la perte correspondant étant comptabilisé dans les résultats.

Lorsqu'un regroupement d'entreprises s'effectue par étapes, la participation précédemment détenue par la Société dans l'entreprise acquise est soumise à une réévaluation à sa juste valeur à la date d'acquisition (soit à la date à laquelle la Société obtient le contrôle); le gain ou la perte qui en résulte, le cas échéant, est comptabilisé à l'état des résultats (pertes). Les montants résultant des participations dans l'entreprise acquise préalablement à la date d'acquisition qui ont été précédemment comptabilisés dans d'autres résultats globaux sont reclassés en pertes ou profits, selon ce qui serait le plus approprié comme traitement si ces participations devaient être cédées.

Si la comptabilisation initiale liée à un regroupement d'entreprise est inachevée à la fin de la période de présentation de l'information financière au cours de laquelle le regroupement est survenu, la Société présente des montants provisoires pour les éléments dont la comptabilisation est inachevée. Ces montants provisoires sont ajustés durant la période d'évaluation (voir ci-dessus), ou bien des actifs ou passifs complémentaires sont comptabilisés afin de refléter les nouvelles informations obtenues relativement aux faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition et qui, si identifiées, auraient affecté les montants comptabilisés à cette date.

Monnaie de présentation et filiales étrangères

La monnaie de présentation de la Société est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de l'entité canadienne est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de la filiale étrangère située aux États-Unis d'Amérique est le dollar US. La monnaie fonctionnelle de la coentreprise est la roupie indienne.

Conversion des devises

Les actifs et de passif monétaires de l'entité canadienne libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres actifs et de passif sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen en vigueur durant la période, à l'exception des produits et charges liés aux éléments non-monétaires d'actif et de passif qui sont convertis au taux d'origine. Les gains ou pertes de change sont inclus à l'état des résultats (pertes).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Les actifs et de passif des filiales étrangères et de la coentreprise sont convertis en dollar canadien aux taux de change en vigueur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyen pour la période, à moins que les taux de change fluctuent de manière significative durant cette période, auquel cas les taux de change en vigueur aux dates d'opération seront utilisés. Les éventuels écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et cumulés en capitaux propres au poste « Autres éléments du résultat global ».

Les ajustements du goodwill et de la juste valeur résultant de l'acquisition d'une opération étrangère sont considérés comme des actifs et de passif de l'opération étrangère et sont convertis au taux de clôture.

Actifs et passifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, tel que décrit ci-après :

Classement

Trésorerie et équivalents	Prêts et créances
Certificats de placement garanti	Prêts et créances
Débiteurs excluant les crédits d'impôts à recevoir	Prêts et créances
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs financiers
Dette à long terme	Autres passifs financiers
Débeture convertible	Autres passifs financiers

Mesure

Les instruments financiers sont mesurés initialement à leur juste valeur. Par la suite, les prêts et créances et autres passifs financiers sont mesurés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont comptabilisés en déduction du coût des actifs et passifs financiers.

Trésorerie et équivalents

La trésorerie inclut l'encaisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements très liquides pouvant être convertis en un montant d'encaisse connu et dont l'échéance est de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif pour les matières premières et selon la méthode du prix de revient complet pour les produits finis. La méthode du prix de revient complet utilisée par la Société inclut le coût des matières premières, les coûts liés à la main-d'œuvre et les frais généraux de fabrication.

Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur subséquentes. Le coût comprend les dépenses attribuables à l'acquisition des biens. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire qui attribue le coût de chaque actif à sa valeur résiduelle sur sa durée de vie utile estimée; pour les bâtiments, le calcul de l'amortissement par composante est également utilisé pour les composantes ayant des durées de vie utiles différentes. Voici les durées correspondantes :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Bâtiments	25-40 ans
Machinerie et équipement	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Mobiliers, agencements et matériel de bureau	10 ans
Matériel roulant	5 ans
Améliorations locatives	Durée restante du bail

Les durées de vie utiles, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont révisées à chaque fin d'exercice, les ajustements résultant d'une modification des estimations étant comptabilisés prospectivement.

Le gain ou la perte résultant de la cession ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle représente l'écart entre le prix de vente et la valeur comptable de l'actif, écart qui est inscrit à l'état des résultats (pertes).

Actifs incorporels

Les actifs incorporels acquis sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur subséquentes. Ils sont amortis sur leurs durées de vie utiles estimées. Les charges d'amortissement sont portées à l'état des résultats (pertes) au poste « Amortissement des actifs incorporels ».

La Société utilise les méthodes d'amortissement suivantes :

Actifs incorporels acquis séparément

Les logiciels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de sept (7) ans.

Actifs incorporels acquis lors d'un regroupement d'entreprises

Les droits sur technologies et les technologies sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes de sept (7) et quinze (15) ans, respectivement.

Les brevets, les marques de commerce et la propriété intellectuelle sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes de quinze (15), dix-huit (18) et vingt (20) ans, respectivement.

Les relations clients sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes de cinq (5) à quinze (15) ans.

Le réseau de distribution est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq (5) ans.

Goodwill

Le goodwill généré lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif à la date à laquelle le contrôle est acquis (date d'acquisition). Le goodwill est déterminé comme l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant) par rapport au solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs assumés.

Si la participation de la Société dans la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise excède la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant), l'excédent est comptabilisé immédiatement dans l'état des résultats (pertes) en tant que gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Le goodwill n'est pas amorti et est soumis au test de dépréciation au moins une fois par an. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société ou à un groupe d'unités génératrices de trésorerie présumés bénéficier des synergies du regroupement. Les unités génératrices de trésorerie auxquelles du goodwill a été affecté sont soumises à des tests de dépréciation sur une base annuelle, ou plus fréquemment s'il existe une indication qu'une unité soit susceptible d'avoir subi une perte de valeur. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est affectée en premier lieu pour réduire la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité et ensuite aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise dans une période ultérieure.

La Société a choisi d'effectuer son test de dépréciation annuel au cours du troisième trimestre de chaque exercice.

En cas de cession d'une filiale, le goodwill correspondant est inclus dans le calcul du profit ou de la perte lié à la transaction.

Autres actifs

Les autres actifs sont composés principalement de dépôts de garantie et sont comptabilisés au coût.

Dépréciation des actifs non courants excluant le goodwill

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société examine la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et de ses actifs incorporels pour déterminer s'il existe une indication que ces actifs ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer l'étendue de la perte de valeur (le cas échéant). Pour les besoins d'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas auquel ils peuvent générer des flux de trésorerie isolables (unités génératrices de trésorerie). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé, la Société estime la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. Si une base raisonnable et cohérente d'allocation peut être identifiée, les actifs communs sont alloués aux différentes unités génératrices de trésorerie. Dans le cas contraire, ils sont attribués au plus petit groupe d'unités génératrices de trésorerie pour lequel une base de répartition raisonnable et cohérente peut être identifiée.

Les actifs incorporels ayant une durée de vie utile indéfinie et les actifs incorporels non encore disponibles sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par an, et dès qu'il existe une indication que l'actif a subi une perte de valeur.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Afin de déterminer la valeur d'utilité, les estimations de flux de trésorerie futurs sont actualisés à leur valeur actuelle à l'aide du taux d'actualisation avant effet d'impôt qui reflète les conditions en vigueur sur le marché en termes de valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustés.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée être inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est réduite à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée à l'état des résultats (pertes).

Lorsqu'une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est augmentée pour atteindre l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, sans toutefois être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (ou l'unité génératrice de trésorerie) au cours des années précédentes. Une reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée à l'état des résultats (pertes).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Constatation des revenus

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des retours et des rabais estimés, ou autres allocations similaires.

Ventes de produits consommables

Les revenus provenant de la vente de produits consommables sont comptabilisés lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des conditions suivantes :

- la Société a transféré à l'acheteur les risques et les avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société ne continue ni à être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés;
- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Contrats de fabrication

Les contrats de fabrication sont soumis à l'application d'*IAS 11 Contrats de construction*. Si le résultat d'un contrat de fabrication peut être estimé de façon fiable, les revenus et les coûts du contrat sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de l'activité contractuelle à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, lequel degré d'avancement est calculé en fonction des étapes atteintes du contrat (telles que notamment l'approbation des dessins, l'acceptation des schémas de tuyauterie et d'instrumentation, l'assemblage, l'inspection, le démarrage et l'acceptation de l'équipement) qui représentent le rapport entre les coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat. Les modifications dans l'étendue des travaux compris au contrat et les réclamations sont incluses dans la mesure où le montant peut être calculé de façon fiable et que leur encaissement est considéré comme probable.

Si le résultat d'un contrat de fabrication ne peut être estimé de façon fiable, les revenus du contrat sont comptabilisés jusqu'à concurrence des coûts engagés pour le contrat s'il est probable qu'ils seront recouvrables. Les coûts du contrat sont comptabilisés en charges pour la période pendant laquelle ils sont engagés.

S'il est probable que les coûts totaux du contrat excéderont les revenus totaux du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges.

Revenus d'intérêt

Les revenus d'intérêt sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la Société et que le montant des revenus peut être calculé de façon fiable selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Capital social

Le capital social autorisé par la Société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires (soit des actions votantes et participantes), sans valeur nominale, et d'un nombre illimité d'actions privilégiées de premier et deuxième rangs, pouvant être émises en séries, comportant des droits et privilèges spécifiques à chaque catégorie.

Les actions ordinaires sont classées à titre de capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options d'achat d'actions sont comptabilisés en réduction des capitaux propres, déduction faite de toute incidence fiscale.

Charges de rémunération à base d'actions

La Société a adopté un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses administrateurs, dirigeants, employés clés et consultants fournissant des services à la Société et comptabilise ces attributions conformément à *IFRS 2 Paiement fondé sur des actions*. Les options d'achat d'actions attribuées aux administrateurs, dirigeants, employés clés et consultants sont calculées à leur juste valeur (excluant l'effet des conditions d'acquisition autres que les conditions du marché) à la date d'attribution. Les détails relatifs à la comptabilisation de la juste valeur des transactions fondées sur des actions sont disponibles à la note 17.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

La juste valeur à la date d'attribution des options d'achat d'actions est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes, et est portée aux résultats consolidés en charges de rémunération à l'aide d'un programme d'acquisition graduelle sur la durée d'acquisition, en tenant compte de l'estimation par la Société du nombre d'actions qui seront finalement acquises. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société révisé son estimation du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition est attendue. L'impact de la révision des estimations initiales, le cas échéant, est porté à l'état des résultats (pertes) de manière à ce que le cumul des charges de rémunération reflète l'estimation révisée, avec une contrepartie directe en « Réserve pour les options d'achat d'actions ».

Toute contrepartie reçue par la Société lors de l'exercice des options d'achat d'actions est portée au crédit du capital social – et la composante « Réserve pour les options d'achat d'actions » découlant de la rémunération à base d'actions est versée au capital social lors de l'émission des actions.

Bons de souscription

La Société applique la méthode de la juste valeur pour calculer la valeur des bons de souscription à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes et est constatée au poste « Capital social » ou « Dette à long terme » selon la source de financement, avec une contrepartie à la « Réserve pour les bons de souscription ». Lorsque les bons de souscription sont exercés, la composante « Réserve pour les bons de souscription » et les produits reçus par la Société sont crédités au capital social.

Frais de recherche et développement et crédits d'impôt pour une société établie dans le Carrefour de la Nouvelle Économie (« CNE ») et relatifs à la recherche et au développement

Les frais de recherche et développement sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Cependant, les frais de développement sont reportés lorsqu'ils respectent les critères généralement reconnus pour leur report dans la mesure où leur recouvrement est raisonnablement assuré.

Les crédits d'impôt pour une société établie au CNE et relatifs à la recherche et au développement sont comptabilisés au cours de l'exercice où les frais sont engagés, dans la mesure où la Société a l'assurance raisonnable de recevoir ces crédits. Ces crédits d'impôt sont présentés en contrepartie des frais de recherche et développement.

Ces crédits d'impôt doivent être examinés par les autorités fiscales. Il est donc possible que les montants accordés diffèrent des montants comptabilisés.

La Société a droit aux crédits d'impôts à la recherche scientifique et au développement expérimental (« RS&DE ») accordés par le gouvernement fédéral canadien (« Fédéral ») et par le gouvernement de la Province du Québec (« Provincial »). Les crédits d'impôts à la RS&DE du Fédéral sont appliqués aux dépenses de RS&DE canadiennes admissibles au taux de 20 % et peuvent être uniquement utilisés en réduction des impôts sur les bénéfices du Fédéral autrement payables. Les crédits d'impôts remboursables à la RS&DE du Provincial sont généralement appliqués aux salaires, à la sous-traitance et aux dépenses de contrats universitaires de RS&DE admissibles, engagés dans la Province du Québec, au taux de 17,5 % sur les montants de base admissibles.

Les crédits d'impôts et autres subventions sont comptabilisés à l'aide de la méthode de réduction du coût. Selon cette méthode, les crédits d'impôts et subventions sont inscrits en réduction des frais afférents ou des dépenses en capital dans la période au cours de laquelle les dépenses sont engagées, à condition que la Société ait l'assurance raisonnable de récupérer ces crédits ou subventions.

Impôts

La charge d'impôts représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. L'impôt est constaté à l'état des résultats (pertes) en charges ou produits, sauf s'il concerne des éléments inclus dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt est constaté dans les capitaux propres.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Impôt exigible

L'impôt exigible est calculé sur la base des résultats de la période ajustés pour tenir compte des éléments non imposables ou non déductibles. L'impôt exigible est calculé sur la base des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date du bilan.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon l'approche de la méthode de différence temporelle et représente l'impôt qui devra vraisemblablement être payable ou recouvrable sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs dans l'état de la situation financière et les valeurs fiscales correspondantes selon la manière dont la valeur comptable des actifs et passifs doit être réalisée ou réglée, à l'aide des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date du bilan.

Les passifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles taxables. Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour des différences temporelles taxables résultant de participations dans des filiales ou coentreprises, sauf quand la reprise de la différence temporelle peut être contrôlée et lorsqu'il est probable que la différence ne sera pas reprise dans un futur prévisible.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles sur lesquels il sera possible d'imputer les différences temporelles déductibles. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est révisée à chaque date de bilan et réduite dans la mesure où il n'est plus probable que suffisamment de bénéfices imposables soient disponibles pour permettre de recouvrir tout ou une partie de l'actif.

Les passifs d'impôts différés ne sont pas comptabilisés sur des différences temporelles qui surviennent d'un goodwill qui n'est pas déductible aux fins de l'impôt. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas reconnus au regard des différences temporelles qui surviennent de la comptabilisation initiale des actifs et passifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

Information sectorielle

Les secteurs d'activités rapportés sont cohérents avec ceux utilisés dans le processus de reddition des comptes interne fournis au principal décideur opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable d'affecter les ressources et d'évaluer la performance des secteurs d'activités, a été identifié comme étant le chef de la direction, qui prend des décisions stratégiques.

Les revenus sectoriels représentent les ventes par secteur. Il s'agit de la mesure présentée au principal décideur opérationnel aux fins de prise de décision concernant l'affectation des ressources et l'évaluation de la performance sectorielle.

Perte nette par action

La perte nette de base par action ordinaire est calculée en divisant le résultat net disponible pour les porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. La perte diluée par action est calculée en tenant compte de la dilution qui pourrait survenir si les options d'achat actions, les bons de souscription et la débenture convertible visant à émettre des actions ordinaires étaient exercés ou convertis en actions ordinaires au début de l'exercice ou à la date de leur émission, si elle est postérieure. La méthode du rachat d'actions permet de déterminer l'effet de dilution des options d'achat actions et des bons de souscription, et la méthode de la conversion hypothétique est utilisée pour les débentures convertibles.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, s'il est probable que la Société sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant peut être estimé de manière fiable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite (en dollars canadiens)

Le montant de la provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de la fin de la période de présentation de l'information financière, compte tenu des risques et des incertitudes liés à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Lorsqu'une partie ou la totalité des avantages économiques requis pour éteindre une obligation doit être recouvrée d'un tiers, une créance est comptabilisée dans les actifs s'il est pratiquement certain que le remboursement sera reçu et que le montant de la créance peut être calculé de façon fiable.

Garanties

Des provisions pour le coût attendu des obligations de garantie sont comptabilisées à la date de vente des produits correspondants, sur la base de la meilleure estimation par la direction des dépenses requises pour éteindre l'obligation de la Société.

La provision pour les réclamations de garantie correspond à la meilleure estimation de la direction à sa valeur actuelle des avantages économiques futurs qui seront requis pour satisfaire les obligations de la Société en matière de garanties. L'estimation a été faite sur la base des tendances historiques et peut varier en cas de nouveaux matériaux, modifications des procédés de fabrication ou tout autre événement affectant la qualité du produit.

La Société offre à ses clients des garanties de durées variables en fonction de chaque contrat.

3. Estimations comptables, hypothèses et jugements critiques

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la Société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats qui sont par nature incertains et susceptibles d'être modifiés.

Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la Société.

Constatation des revenus provenant de contrats de fabrication

Le degré d'avancement de tout contrat de fabrication est évalué par la direction sur la base des informations disponibles à la fin de la période de présentation de l'information financière. Dans le cadre de ce processus, la direction se fonde en grande partie sur son jugement relativement aux étapes, aux travaux exécutés et aux coûts estimés devant être engagés pour compléter le travail.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Dépréciation du goodwill et des autres actifs non courants

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société évalue s'il existe une indication que le goodwill et les autres actifs non courants ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est déterminée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, des estimations de flux de trésorerie futurs sont déduits. L'utilisation des différentes hypothèses pourrait résulter dans différentes justes valeurs, et donc différentes valeurs comptables pour le goodwill et les autres actifs non courants.

Impôts sur les bénéfiques et provisions pour moins-value

Lors de l'estimation des impôts sur les bénéfiques, la Société doit déterminer si les actifs d'impôt différé peuvent être recouvrés en évaluant la capacité des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures pour réduire le revenu imposable des périodes subséquentes avant que ces déductions n'expirent. Ainsi, la direction détermine s'il est probable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôt différé ne sera pas matérialisée. La matérialisation finale des actifs d'impôt différé dépend du revenu imposable futur qui sera généré. Si des modifications étaient apportées à l'évaluation de la direction concernant la capacité d'une des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures, les actifs d'impôt différé à comptabiliser pourraient augmenter ou diminuer, ce qui aurait une incidence sur les provisions ou les recouvrements d'impôt futurs.

Durée de vie utiles des actifs amortissables

La direction examine les durées de vie utiles des actifs amortissables à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Au 30 septembre 2011, la direction évalue que les durées de vie utiles représentent la période estimée d'utilisation des actifs de la Société. Les résultats réels pourraient toutefois varier en raison de l'obsolescence technique ou de changements sur le marché, notamment pour l'équipement informatique, les relations clients, les marques de commerce, les brevets et les logiciels.

Contreparties conditionnelles

La direction a estimé la juste valeur comptabilisée pour les contreparties conditionnelles en se basant sur les résultats, le budget et les prévisions des entités acquises. Toutefois, les contreparties conditionnelles réelles pourraient varier en raison de changements imprévus dans les activités des entités acquises.

Rémunération fondée sur des actions et autres paiements fondés sur des actions

La Société a établi un régime d'options sur actions, qui est décrit à la note 2. La société recourt à la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées. La juste valeur des options sur actions est établie au moyen du modèle d'évaluation des options Black-Scholes, lequel requiert la formulation de certaines hypothèses, notamment à l'égard de la volatilité future du cours de l'action et de la durée de vie attendue des instruments.

La durée de vie attendue des instruments est estimée en fonction de leur durée de vie contractuelle. La volatilité attendue est estimée d'après la volatilité historique du cours de l'action de la société sur une période équivalente à la durée de vie contractuelle.

Bons de souscription

La Société utilise la méthode de la juste valeur pour calculer la valeur des bons de souscription à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes tel que décrit à la note 2.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
 (en dollars canadiens)

4. Débiteurs

	Au 30 septembre	Au 30 juin	Au 1 ^{er} juillet
	2011	2011	2010
	\$	\$	\$
Comptes clients	5 088 316	6 791 625	3 699 074
Retenues sur paiements effectués par des clients dans le cadre de contrats de fabrication	626 651	566 938	742 620
Provision pour créances douteuses	(3 720)	(3 720)	(25 724)
	5 711 247	7 354 843	4 415 970
Crédits d'impôt à recevoir	114 522	157 990	97 637
Autres créances	489 071	315 643	340 977
	6 314 840	7 828 476	4 854 584

5. Stocks

	Au 30 septembre	Au 30 juin	Au 1 ^{er} juillet
	2011	2011	2010
	\$	\$	\$
Matières premières	1 605 334	1 455 388	970 529
Produits finis	937 081	775 268	942 777
	2 542 415	2 230 656	1 913 306

6. Goodwill

La variation de la valeur comptable se résume comme suit :

Solde au 1 ^{er} juillet 2010	\$ 11 254 505
Effet des variations des cours de change	(1 075 078)
Solde au 30 juin 2011	10 179 427
Effet des variations des cours de change	787 499
Solde au 30 septembre 2011	10 966 926

7. Crédoeurs et charges à payer

	Au 30	Au 30 juin	Au 1 ^{er} juillet
	septembre 2011	2011	2010
	\$	\$	\$
Fournisseurs	1 853 017	2 010 603	2 053 959
Autres crédoeurs et autres charges à payer	1 473 412	2 171 298	1 353 899
	3 326 429	4 181 901	3 407 858

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
 (en dollars canadiens)

8. Provisions

La variation de la valeur comptable des provisions pour garantie peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 1 ^{er} juillet 2010	30 425
Provisions complémentaires comptabilisées	4 243
Effet des variations des cours de change	(2 368)
<hr/>	
Solde au 30 juin 2011	32 300
Provisions complémentaires comptabilisées	9 855
Paiements	(32 760)
Effet des variations des cours de change	897
<hr/>	
Solde au 30 septembre 2011	10 292

9. Contreparties conditionnelles

La variation de la valeur comptable se résume comme suit :

	\$
Solde au 1 ^{er} juillet 2010	3 822 969
Désactualisation	29 857
Paiements	(1 157 423)
Réduction des contreparties conditionnelles par les résultats	(114 129)
Effet des variations des cours de change	(372 602)
<hr/>	
Solde au 30 juin 2011	2 208 672
Désactualisation	7 509
Paiements	(441 915)
Effet des variations des cours de change	145 569
<hr/>	
	1 919 835
Contreparties conditionnelles non courantes	(504 119)
<hr/>	
Solde au 30 septembre 2011	1 415 716

10. Dette à long terme

	Au 30 septembre 2011	Au 30 juin 2011	Au 1 ^{er} juillet 2010
	\$	\$	\$
Non garantie – au coût amorti			
Emprunts bancaires, libellés en dollars canadiens	1 356 748	1 338 945	1 765 873
Emprunts auprès d'autres entités, libellés en dollars canadiens	1 819 645	1 810 230	-
Emprunts auprès d'actionnaires, libellés en dollars US	318 273	290 930	423 095
Emprunts auprès d'autres entités, libellés en dollars US	108 684	104 179	-
<hr/>			
	3 603 350	3 544 284	2 188 968
Tranche non courante de la dette à long terme	(601 386)	(319 108)	(619 768)
<hr/>			
Dette à long terme	3 001 964	3 225 176	1 569 200

Au 30 septembre 2011, la Société respecte l'ensemble de ses accords avec les banques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
 (en dollars canadiens)

11. Débenture convertible

Le 30 juin 2011, la Société a remboursé la débenture convertible en totalité pour un montant de 1 400 000\$ plus les intérêts courus. Cette transaction a généré un gain de 116 188 \$ qui a été réparti comme suit : 99 415 \$ ont été comptabilisés dans l'état des résultats et 16 773 \$ ont été comptabilisés dans le déficit à la rubrique « Gain sur remboursement anticipé de la débenture convertible ».

12. Capital social
Options d'achat d'actions

L'activité du régime d'options d'achat d'actions de la Société est résumée dans le tableau suivant :

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2011		Exercice terminé le 30 juin 2011	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
En circulation au début de l'exercice	3 945 000	1,06	1 950 000	1,11
Octroyées	-	-	2 035 000	0,50
Exercées	(-)	-	(25 000)	0,32
Échues	(-)	-	(-)	-
Annulées par renonciation	(618 500)	1,02	(15 000)	0,50
En circulation à la fin de l'exercice	3 326 500	0,76	3 945 000	0,80

13. Perte nette par action

Le tableau suivant définit le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation utilisé pour calculer la perte de base et diluée par action:

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2011	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2010
Perte nette	(88 216)	(629 610)
Nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation	60 145 832	60 120 832
Effet dilutif des options d'achat d'actions	125 000	150 000
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation	60 270 832	60 270 832

Éléments exclus du calcul de la perte nette diluée par action, en raison de leur prix d'exercice supérieur au prix moyen du marché des actions ordinaires ou en raison de leur effet anti-dilutif

Options d'achat d'actions	1 872 750	1 646 250
Bons de souscription (nombre d'actions équivalentes)	10 179 877	9 179 877
Débenture convertible	-	1 435 406

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2011 et 2010, la perte nette diluée par action était la même que la perte nette de base par action étant donné que l'exercice présumé des options d'achat d'actions et des bons de souscription d'actions ordinaires est anti-dilutif. Par conséquent, la perte nette diluée par action pour ces périodes a été calculée d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
 (en dollars canadiens)

14. Flux de trésorerie

a) La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2011	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2010
	\$	\$
Débiteurs	(2 181 284)	(2 130 985)
Stocks	(258 412)	(307 963)
Excédent des coûts engagés sur facturation	768 759	538 004
Frais payés d'avance	46 518	41 189
Créditeurs et charges à payer	2 700 876	(1 237 126)
Provisions	(22 904)	-
Excédent de facturation sur coûts engagés	(297 769)	564 516
Impôts sur les bénéfices à payer	(5 976)	-
	749 808	(2 532 365)

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent comme suit :

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2011	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2010
	\$	\$
Début de la période		
Trésorerie et équivalents	440 356	2 586 047
Découvert bancaire	(291 520)	-
	148 836	2 586 047

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2011	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2010
	\$	\$
Fin de la période		
Trésorerie et équivalents	646 851	858 862
Découvert bancaire	(197 822)	-
	449 029	858 862

15. Information sectorielle**Produits et services constituant la source de revenus des secteurs isolables**

La Société exploite ses activités dans un seul secteur d'exploitation isolable, lequel tire ses produits de la vente de systèmes de production d'eau potable, d'eau de procédés industriels et de traitement d'eaux usées et des services s'y rapportant.

L'analyse des revenus des activités poursuivies de la Société pour la période figure au tableau suivant :

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2011	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2010
	\$	\$
Revenus résultant de la vente de produits consommables	2 765 934	2 739 782
Revenus de contrats de fabrication	4 303 834	3 585 299
	7 069 768	6 325 081

Informations géographiques

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2011	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2010
	\$	\$
Revenus provenant de clients externes		
Revenus par secteur géographique		
Canada	1 713 162	1 694 558
États-Unis	4 341 033	4 061 103
Tunisie	293 633	-
Chine	235 111	254 533
Égypte	161 996	68 686
Autres	324 833	246 201
	7 069 768	6 325 081

Les produits sont attribués aux différents pays en fonction du pays de résidence du client.

	Au 30 septembre 2011	Au 30 juin 2011
	\$	\$
Actifs non courants autres que les instruments financiers et actifs d'impôt différé par secteur géographique		
Canada	1 839 489	1 864 466
États-Unis	17 590 779	16 505 322
	19 430 268	18 369 788

16. Information sur les parties liées

Rémunération des membres de la haute direction

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction durant la période:

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2011	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2010
	\$	\$
Avantages à court terme	217 224	191 740
Avantages postérieurs à l'emploi	3 508	2 333
Paiements à base d'actions	18 356	3 326
	239 088	197 399

La rémunération des hauts dirigeants est déterminée par le comité de rémunération au regard de la performance des individus et des tendances du marché.

17. Transition aux IFRS

Les états financiers consolidés de la Société au 30 juin 2012 et pour l'exercice terminé le 30 juin 2012 seront les premiers états financiers annuels préparés conformément aux normes IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis de la façon décrite à la note 1 et reflètent les dispositions d'IFRS 1. En vertu d'IFRS 1, une entité est tenue d'adopter les IFRS dans ses premiers états financiers annuels conformes aux IFRS par une déclaration explicite et sans réserve de conformité aux IFRS. La Société effectuera cette déclaration lors de l'émission de ses états financiers consolidés annuels de 2012.

IFRS 1 est fondée sur le principe que l'adoption des IFRS devrait être appliquée de façon rétrospective. L'application rétrospective requiert la présentation d'informations financières comparatives et, par conséquent, la première date d'application des IFRS par la Société est le 1^{er} juillet 2010 (la « Date de transition »). Toutefois, IFRS 1 offre certaines exemptions facultatives et certaines exceptions obligatoires à l'application rétrospective des IFRS aux entités qui présentent leurs premiers états financiers IFRS. Ces exemptions et exceptions, qui s'appliquent à la Société, sont traitées ci-après.

Exemptions facultatives IFRS

Regroupements d'entreprises

Selon IFRS 1, un nouvel adoptant peut décider de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition conformément à *IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »* (révisée en 2008) (« IFRS 3 »). Dans le cas d'une application rétrospective, l'entité devrait retraiter tous les regroupements d'entreprises survenus avant sa date de transition aux IFRS et devrait ajuster tout goodwill découlant de ces regroupements d'entreprises d'après la valeur comptable déterminée en vertu des PCGR du Canada.

La Société a choisi d'utiliser cette exemption et n'a pas retraité les regroupements d'entreprises antérieurs. Ainsi, IFRS 3 s'applique seulement aux regroupements d'entreprises survenant après la Date de transition. Il n'y a eu aucun regroupement d'entreprises depuis la Date de transition et, par conséquent, la Société appliquera les dispositions des IFRS aux opérations futures, le cas échéant.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Différences de conversion

Dans le cas d'une application rétrospective complète, l'entité devrait déterminer le montant cumulé des différences de conversion en vertu des dispositions d'IAS 21 « *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* », à compter de la date à laquelle une filiale ou une participation comptabilisée à la valeur de consolidation a été acquise. IFRS 1 permet à un nouvel adoptant de remettre à zéro les montants cumulés des différences de conversion qui existaient à la date de transition aux IFRS. La Société a choisi de remettre à zéro le solde cumulé des écarts de change au 1^{er} juillet 2010 et d'ajuster en conséquence le déficit de la Société à la Date de transition.

Juste valeur des immobilisations corporelles et des actifs incorporels en tant que coût présumé

Selon IFRS 1, un nouvel adoptant peut décider d'utiliser la juste valeur à la date de transition en tant que coût présumé pour tout actif relevant du cadre de cette exemption. Toute perte de valeur ultérieure est basée sur le coût présumé et commence à compter de la date à laquelle l'évaluation de la juste valeur a été établie. La Société a décidé d'utiliser le modèle de coût pour chacune de ses catégories d'actifs à l'exception du terrain et du bâtiment pour lesquels la juste valeur à la date de transition a été choisie, ce qui entraîne une diminution de la valeur comptable nette pour refléter la juste valeur, avec un ajustement correspondant au déficit à la date de transition de la Société.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

IFRS 1 fournit des alternatives qui permettent aux nouveaux adoptants d'appliquer IFRS 2 « *Paiement fondé sur des actions* » de manière prospective. La Société a décidé d'utiliser l'exemption permettant aux nouveaux adoptants de ne pas appliquer IFRS 2 aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions, qui sont réglées en instruments de capitaux propres et qui ont été attribuées au plus tard le 7 novembre 2002, ainsi que l'exemption permettant aux nouveaux adoptants de ne pas appliquer IFRS 2 aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions, qui ont été attribuées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ont été acquis avant la date de transition.

Exceptions obligatoires aux IFRS

Estimations comptables

Conformément à IFRS 1, les estimations établies selon les IFRS à la date de transition doivent être cohérentes avec les estimations établies à la même date selon les PCGR antérieurs, après les ajustements destinés à refléter toute différence entre les méthodes comptables, sauf si des éléments probants objectifs montrent que ces dernières estimations étaient erronées. Ainsi, un nouvel adoptant ne peut utiliser de l'information a posteriori pour établir ou réviser des estimations comptables. Les estimations précédemment établies par la Société en vertu des PCGR du Canada n'ont pas été révisées, sauf lorsqu'il était nécessaire de refléter toute différence entre les méthodes comptables.

Rapprochement des PCGR du Canada avec les IFRS

Selon IFRS 1, un nouvel adoptant doit rapprocher ses capitaux propres, son résultat global et ses flux de trésorerie pour les périodes précédentes à compter de la date de transition aux IFRS. Les tableaux suivants présentent les rapprochements des capitaux propres aux 1^{er} juillet 2010, 30 septembre 2010 et 30 juin 2011 ainsi que le résultat global pour les périodes terminées les 30 septembre 2010 et 30 juin 2011.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
 (en dollars canadiens)

	Au 30 juin 2011	Au 30 septembre 2010	Au 1 ^{er} juillet 2010
Rapprochement des capitaux propres	\$	\$	\$
Capitaux propres selon les PCGR du Canada	25 112 244	27 086 067	28 572 229
Ajustements IFRS attribuables aux éléments suivants :			
Dépréciation d'actifs incorporels	(1 412 746)	(1 507 537)	(1 559 691)
Terrain et bâtiment comptabilisés à la juste valeur	(250 404)	(250 404)	(250 404)
Contreparties conditionnelles	(2 032 678)	(2 331 877)	(2 403 067)
Amortissement des actifs incorporels	110 529	26 050	-
Amortissement des immobilisations corporelles	7 670	724	-
Capitaux propres selon les IFRS	21 534 615	23 023 023	24 359 067

	Exercice terminé le 30 juin 2011	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2010
Rapprochement du résultat global	\$	\$
Résultat global selon les PCGR du Canada	(3 909 492)	(1 210 803)
Ajustements IFRS attribuables aux éléments suivants :		
Dépréciation d'actifs incorporels	146 944	52 156
Contreparties conditionnelles	400 246	80 358
Intérêts sur contreparties conditionnelles	(29 857)	(9 169)
Amortissement des actifs incorporels	119 387	25 781
Amortissement des immobilisations corporelles	7 664	992
Écarts de change dans les capitaux propres négatifs	(8 850)	(295 703)
Résultat global selon les IFRS	(3 273 958)	(1 356 388)

Notes explicatives

En plus des exemptions à IFRS 1 susmentionnées, voici d'autres modifications de conventions comptables qui ont été apportées à la suite des ajustements indiqués dans les rapprochements décrits précédemment.

a) Participation dans une coentreprise
PCGR du Canada

La comptabilisation des coentreprises se fait selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

IFRS

La comptabilisation des coentreprises se fait selon la méthode de la mise en équivalence.

Au 1^{er} juillet 2010 et depuis cette date, la Société détient une participation de 49 % dans la coentreprise H₂O Innovation India Limited.

	Au 30 juin 2011	Au 30 septembre 2010	Au 1 ^{er} juillet 2010
	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents	25 071	18 538	86 328
Débiteurs	584 039	32 616	2 701
Stocks	50 663	3 745	1 801
Travaux en cours	67 404	-	-
Impôts futurs	664	-	-
Immobilisations corporelles	24 177	4 819	3 764
Emprunts bancaires	(225 861)	-	-
Créditeurs et charges à payer	(427 788)	(12 915)	(9 139)
Impôts sur les bénéfices à payer	(10 328)	-	-
Participation dans une coentreprise	88 041	46 803	85 455

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**b) Terrain et bâtiment comptabilisés à leur juste valeur***IFRS 1 – Juste valeur en tant que coût présumé*

En vertu d'IFRS 1, tout actif relevant des catégories désignées peut être évalué à la date de transition à sa juste valeur, laquelle peut être utilisée en tant que coût présumé de l'actif à cette date.

Une firme spécialisée a réalisé une évaluation indépendante du terrain et du bâtiment de la Société afin de déterminer la juste valeur du terrain et du bâtiment situés à Ham-Nord, Canada. Cette évaluation, réalisée en conformité avec les normes d'évaluation internationales, a été déterminée à l'aide de la méthode comparative applicable aux transactions récentes du marché local sur la base d'actifs similaires. D'après les conclusions de ce rapport, la juste valeur du terrain et du bâtiment à Ham-Nord est telle la suivante :

	1^{er} juillet 2010
	\$
Terrain	25 000
Bâtiments	1 075 000
	<u>1 100 000</u>

En conséquence, la Société a choisi d'utiliser la juste valeur en tant que coût présumé pour son terrain et son bâtiment; des ajustements d'un montant de 250 404 \$ ont été enregistrés en réduction du coût du terrain et du bâtiment, et la contrepartie a été enregistrée au déficit.

c) Dépréciation d'actifs incorporels*PCGR du Canada*

En vertu des PCGR du Canada, les immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie utile déterminée étaient soumises à un test de dépréciation lors d'événements ou de circonstances indiquant que leur valeur comptable pouvait ne pas être recouvrable. Une dépréciation était réputée exister lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs était supérieure aux flux monétaires futurs non actualisés que cet actif ou groupe d'actifs était censé procurer. Le montant de toute perte de valeur représentait l'excédent de la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs sur sa juste valeur. Ce montant était établi d'après les flux de trésorerie actualisés liés à l'actif ou au groupe d'actifs ou d'après la valeur d'expertise, selon la nature de l'actif.

IFRS

En vertu des IFRS, s'il existe un indice de perte de valeur, l'entité est tenue, comme c'est le cas pour les PCGR du Canada, de faire une estimation formelle du montant à recouvrer. Toutefois, contrairement aux PCGR du Canada, la valeur comptable d'un actif soumis à un test de dépréciation en vertu des IFRS est comparée à la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif soumis à un test de dépréciation est comparée à la valeur d'utilité de cet actif, les flux de trésorerie futurs devant être générés par cet actif sont actualisés, contrairement aux PCGR du Canada.

Une perte de valeur est enregistrée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Afin de déterminer la valeur d'utilité, les estimations de flux de trésorerie futurs sont actualisées à leur valeur nette actuelle.

Suite au changement dans la méthode d'évaluation, la Société a comptabilisé des dépréciations de 2 606 000 \$ à la date de transition. La Société a ajusté les charges d'amortissement connexes dans ses états consolidés comparatifs trimestriels et annuels du résultat global pour l'exercice terminé le 30 juin 2011.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)

d) Contreparties conditionnelles – Comptabilisation initiale

PCGR du Canada

Les contreparties conditionnelles sont constatées à titre de partie du coût d'acquisition lorsque le montant de la contrepartie peut faire l'objet d'une estimation raisonnable à la date d'acquisition et qu'il peut être établi hors de tout doute raisonnable que la condition sera réalisée. Aucun passif ni titre de capitaux propres en circulation ne sont constatés jusqu'à ce que la condition soit réalisée et que la contrepartie soit émise ou à émettre.

IFRS

Toute contrepartie conditionnelle liée à une acquisition doit être estimée et comptabilisée comme un passif à la juste valeur à la date d'acquisition.

La Société avait des contreparties conditionnelles dans le cadre de regroupements d'entreprises antérieurs qui n'ont pas été comptabilisés selon les PCGR du Canada. La Société a évalué les obligations relatives à ces contreparties conditionnelles à la Date de transition.

De plus, les ajustements subséquents reliés à ces estimations sont comptabilisés à l'état des résultats (pertes).

Contreparties conditionnelles – Paiement d'intérêts

Les contreparties conditionnelles comptabilisées selon les IFRS à la date d'acquisition sont généralement payables plus d'un an après cette date. Les ajustements à leur juste valeur liés au passage du temps sont comptabilisés comme dépenses d'intérêts.

e) Ajustement de l'écart de conversion

PCGR du Canada

Au cours de l'exercice 2011, la Société a complété une analyse détaillée qui a identifié des changements notables dans les faits et circonstances économiques. Cette analyse requiert que la méthode de conversion appliquée aux filiales étrangères soit changée. Les conclusions de cette analyse dictent qu'il est nécessaire de changer la méthode de conversion appliquée aux établissements étrangers. Ces faits et circonstances notables incluent un programme de réduction des coûts, la fusion de bureaux et une réorganisation de la structure juridique et opérationnelle de la Société, qui apportent un degré important d'autonomie aux établissements étrangers de la Société. Les établissements étrangers ont donc été reclassés, passant d'intégrés à autonomes.

Les états financiers des filiales étrangères et de la coentreprise de la Société, considérées comme des entités autonomes, sont maintenant convertis à l'aide de la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments de l'actif et du passif sont convertis en dollars canadiens au cours du change prévalant à la date du bilan, alors que les éléments des comptes compris dans les résultats sont convertis en dollars canadiens au cours moyen du change en vigueur durant la période. Les ajustements de conversion résultant des fluctuations du taux de change figurent au poste « Cumul des autres éléments du résultat global » dans la section relative aux capitaux propres. Cette modification est appliquée de manière prospective à compter du 1^{er} juillet 2010.

Puisque l'impact de ce reclassement avait une incidence significative sur le bilan au 1^{er} juillet 2010, une colonne explicative additionnelle a été incluse dans le rapprochement aux PCGR du Canada.

IFRS

Selon les IFRS, le cadre conceptuel servant à déterminer la monnaie fonctionnelle est similaire à celui utilisé pour établir la monnaie de mesure sous les PCGR du Canada; cependant, en vertu de l'IAS 21, « Effets des variations des cours des devises », les indicateurs permettant de déterminer la monnaie fonctionnelle sont séparés en indicateurs principaux et secondaires. Les indicateurs principaux sont étroitement liés à l'environnement économique principal dans lequel l'entité est active et on leur accorde plus de poids. Les indicateurs secondaires apportent une preuve additionnelle afin d'aider à déterminer la monnaie fonctionnelle de l'entité. Les indicateurs principaux se voient attribuer une pondération plus importante sous les IFRS que sous les PCGR du Canada.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Lors de la transition, la Société a mené une évaluation des monnaies fonctionnelles historiques de toutes les entreprises du groupe selon les exigences des IFRS. Selon cette évaluation, toutes les entreprises du groupe ont conservé la même monnaie fonctionnelle que sous les PCGR du Canada – le dollar canadien – à l'exception de deux exploitations étrangères, aux États-Unis et en Inde, où il a été déterminé que la monnaie locale aurait du constituer la monnaie fonctionnelle.

Le changement de monnaie fonctionnelle historique a exigé le reclassement rétroactif des données de ces filiales et coentreprise dans leur monnaie locale, selon la méthode prescrite par l'IAS 21. L'impact cumulatif de la conversion historique de ces entités de leur monnaie locale en dollars canadiens, la monnaie de présentation, a été comptabilisé dans le compte des ajustements de conversion cumulatifs.

Toutefois, en vertu de l'IFRS 1, la Société a choisi de remettre à zéro le montant cumulé des différences de conversion, qui aurait autrement inclus les gains et les pertes historiques provenant de cette conversion des activités étrangères. Le solde de l'ajustement des écarts de conversion cumulés au 1^{er} juillet 2010 est de 295 703 \$ et a été comptabilisé comme ajustement du déficit. L'application de cette exemption n'a eu aucun impact net sur les capitaux propres.

f) Reclassement du surplus d'apport

PCGR du Canada

Le surplus d'apport comprend la charge de rémunération à base d'actions, la juste valeur des options d'achat d'actions exercées et la juste valeur des bons de souscription.

IFRS

Le concept de surplus d'apport n'existe pas en IFRS. La Société doit reclasser les items reconnus selon les PCGR comme actif, passif ou composante des capitaux propres selon les IFRS.

En conséquence, la Société a reclassé les montants présentés au compte « Surplus d'apport » selon les PCGR dans la section appropriée des capitaux propres selon les IFRS en fonction de leur nature.

g) Reclassement des contreparties conditionnelles

PCGR du Canada

Il est recommandé d'inclure au bilan une référence aux provisions et contreparties mais il n'est pas obligatoire de les inclure en tant que poste au bilan.

IFRS

Les états de la situation financière doivent au moins inclure un poste pour les provisions.

En conséquence, la Société a reclassé les contreparties conditionnelles à court terme relevant des « Crédeurs et charges à payer » en un seul poste.

h) Reclassement des actions à être émises

Les actions à émettre ont été reclassées au déficit.

i) Reclassement des résultats

PCGR du Canada

Le compte de résultats doit présenter avec justesse les résultats des activités pour la période et fournir des informations spécifiques; toutefois le concept de classement basé sur leur nature ou leur fonction n'est pas abordé.

IFRS

Une entité doit présenter une analyse des charges constatées à l'état des résultats (pertes) à l'aide d'un reclassement reposant soit sur leur nature soit sur leur fonction au sein de l'entité, en choisissant la méthode qui fournit des informations fiables et plus pertinentes. La Société estime que le classement de ses charges par fonction est plus pertinent.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

En conséquence, pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011, la rémunération à base d'actions, l'aide gouvernementale et les frais liés aux acquisitions et intégrations ont été classés dans les frais administratifs. Les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux ont été séparés sur la base de leur fonction : charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs. Les frais bancaires et autres frais financiers ont été classés avec les charges financières. Les autres revenus et la perte (le gain) sur taux de change ont été reclassés aux postes « Autres revenus » et « Produits financiers ».

j) Retraitement des flux de trésorerie dans le cadre du passage des PCGR du Canada aux IFRS

Le retraitement dans le cadre du passage des PCGR du Canada aux IFRS a eu un impact dû à la nouvelle méthode de comptabilisation utilisée pour la coentreprise de la Société, tel que décrit dans la section a) ci-dessus. La Société a également décidé de communiquer les intérêts reçus et payés dans les activités de financement. En conséquence, pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010, il existe un reclassement de 164 861 \$ entre les activités d'exploitation et les activités de financement.

Rapprochement des résultats consolidés

Les tableaux suivants présentent les rapprochements entre les états financiers consolidés établis auparavant en vertu des PCGR du Canada et les états financiers consolidés établis conformément aux IFRS.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement des capitaux propres consolidés au 1^{er} juillet 2010
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Reclassifications PCGR du Canada (e)	Soldes PCGR du Canada ajustés	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$		\$	\$	\$	\$	
ACTIF								ACTIF
Actif à court terme								Actifs courants
Trésorerie et équivalents	(a)	2 672 375		2 672 375	(86 328)	-	2 586 047	Trésorerie et équivalents
Placements détenus à des fins de transaction		1 306 659	(1)	1 306 658	-	-	1 306 658	Certificats de placement garanti
Débiteurs	(a)	4 857 285		4 857 285	(2 701)	-	4 854 584	Débiteurs
Stocks	(a)	1 915 107		1 915 107	(1 801)	-	1 913 306	Stocks
Travaux en cours		2 148 946		2 148 946	-	-	2 148 946	Coûts engagés sur excédent de facturation
Frais payés d'avance		308 263		308 263	-	-	308 263	Frais payés d'avance
		13 208 635	(1)	13 208 634	(90 830)	-	13 117 804	
Immobilisations corporelles	(a) (b)	2 451 115	7 500	2 458 615	(254 168)	-	2 204 447	Actifs non courants
Actifs incorporels	(c)	10 313 821	(12 785)	10 301 036	(2 606 000)	-	7 695 036	Immobilisations corporelles
	(a)	-		-	85 455	-	85 455	Actifs incorporels
Autres actifs		44 141		44 141	-	-	44 141	Participation dans une coentreprise
Écarts d'acquisition		10 901 443	353 062	11 254 505	-	-	11 254 505	Autres actifs
Actifs d'impôts futurs	(c)	6 597		6 597	1 046 309	-	1 052 906	Goodwill
		36 925 752	347 776	37 273 528	(1 819 234)	-	35 454 294	Actifs d'impôts différés
PASSIF								PASSIF
Passif à court terme								Passifs non courants
Créditeurs et charges à payer	(a)(g)	4 815 253	52 073	4 867 326	(9 139)	(1 450 327)	3 407 860	Créditeurs et charges à payer
		-		-	-	30 425	30 425	Provisions
Excédent de facturation sur travaux en cours	(g)	233 537		233 537	-	-	233 537	Excédent de facturation sur coûts engagés
Tranche à court terme de la dette à long terme		619 768		619 768	-	-	619 768	Tranche à court terme de la dette à long terme
	(d)(g)	-		-	872 286	1 419 902	2 292 188	Contreparties conditionnelles
		5 668 558	52 073	5 720 631	863 147	-	6 583 778	
Dette à long terme		1 569 200		1 569 200	-	-	1 569 200	Passifs non courants
Débeture convertible		1 354 530		1 354 530	-	-	1 354 530	Dette à long terme
	(d)				1 530 781	-	1 530 781	Débeture convertible
Loyers différés		56 938		56 938	-	-	56 938	Contreparties conditionnelles
		8 649 226	52 073	8 701 299	2 393 928	-	11 095 227	Loyers différés
CAPITAUX PROPRES								CAPITAUX PROPRES
Composante capitaux propres de la débeture convertible	(f)	301 023		301 023	-	(301 023)	-	
Capital-actions	(h)	45 858 645		45 858 645	-	(13 789)	45 844 856	Capital social
Surplus d'apport	(f)	11 453 475		11 453 475	-	(11 453 475)	-	
	(f)	-		-	-	301 023	301 023	Réserve pour la portion capitaux propres de la débeture convertible
	(f)	-		-	-	1 451 585	1 451 585	Réserve pour les options d'achat d'actions
	(e)	-		-	-	10 001 890	10 001 890	Réserve pour les bons de souscription
Déficit	(b) (c) (d) (e) (h)	(29 336 617)		(29 336 617)	(3 917 459)	13 789	(33 240 287)	Déficit
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(e)	-	295 703	295 703	(295 703)	-	-	Cumul des autres éléments du résultat global
		28 276 526	297 703	28 572 229	(4 213 162)	-	24 359 067	
		36 925 752	347 776	37 273 528	(1 819 234)	-	35 454 294	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement des capitaux propres consolidés au 30 septembre 2010
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
ACTIF						ACTIF
Actif à court terme						Actifs courants
Trésorerie et équivalents	(a)	877 399	(18 538)	-	858 861	Trésorerie et équivalents
Placements détenus à des fins de transaction		1 266 405	-	-	1 266 405	Certificats de placement garanti
Débiteurs	(a)	6 895 242	(32 616)	-	6 862 626	Débiteurs
Stocks	(a)	2 198 593	(3 745)	-	2 194 848	Stocks
Travaux en cours		1 570 005	-	-	1 570 005	Coûts engagés sur excédent de facturation
Frais payés d'avance		263 748	-	-	263 748	Frais payés d'avance
		13 071 392	(54 899)	-	13 016 493	
Immobilisations corporelles	(a) (b)	2 496 049	(254 231)	-	2 241 818	Actifs non courants Immobilisations corporelles
Actifs incorporels	(c)	9 704 866	(2 493 076)	-	7 211 790	Actifs incorporels
	(a)	-	46 803	-	46 803	Participation dans une coentreprise
Autres actifs		43 361	-	-	43 361	Autres actifs
Écarts d'acquisition		10 862 418	-	-	10 862 418	Goodwill
Actifs d'impôts futurs	(c)	6 597	1 011 321	-	1 017 918	Actifs d'impôts différés
		36 184 683	(1 744 082)	-	34 440 601	
PASSIF						PASSIF
Passif à court terme						Passifs non courants
Emprunts bancaires		1 545 321	-	-	1 545 321	Emprunts bancaires
Créditeurs et charges à payer	(a)(g)	3 156 670	(12 915)	(1 093 302)	2 050 453	Créditeurs et charges à payer
	(g)	-	-	29 584	29 584	Provisions
Excédent de facturation sur travaux en cours		793 252	-	-	793 252	Excédent de facturation sur coûts engagés
Tranche à court terme de la dette à long terme		629 442	-	-	629 442	Tranche non courante de la dette à long terme
Tranche à court terme de la débeture convertible		250 000	-	-	250 000	Tranche non courante de la débeture convertible
	(d)(g)	-	845 494	1 063 718	1 909 212	Contreparties conditionnelles
		6 374 85	832 579	-	7 207 264	
Dette à long terme		1 544 112	-	-	1 544 112	Passifs non courants Dette à long terme
Débeture convertible (note 6)		-	-	-	-	Provisions
	(d)	1 128 059	1 486 383	-	1 128 059	Débeture convertible
Loyers différés		51 760	-	-	51 760	Contreparties conditionnelles
		9 098 616	2 318 962	-	11 417 578	Loyers différés
CAPITAUX PROPRES						CAPITAUX PROPRES
Composante capitaux propres de la débeture convertible	(f)	301 023	-	(301 023)	-	
Capital-actions	(h)	45 853 225	-	(13 789)	45 839 436	Capital social
Surplus d'apport	(f)	11 479 239	-	(11 479 239)	-	
	(f)	-	-	301 023	301 023	Réserve pour la portion capitaux propres de la débeture convertible
	(f)	-	-	1 477 349	1 477 349	Réserve pour les options d'achat d'actions
	(f)	-	-	10 001 890	10 001 890	Réserve pour les bons de souscription
Déficit	(b) (c) (d) (e)(f)(h)	(29 984 023)	(3 899 663)	13 789	(33 869 897)	Déficit
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(a) (c) (d) (e)	(563 397)	(163 381)	-	(726 778)	Cumul des autres éléments du résultat global
		27 086 067	(4 069 288)	-	23 023 023	
		36 184 683	(1 744 082)	-	34 440 601	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement du résultat global consolidé pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
Produits	(a)	6 339 866	(14 785)	-	6 325 081	Activités poursuivies Revenus
Coûts des marchandises vendues	(a)	4 446 921	(6 708)	-	4 440 213	Coût des marchandises vendues
Bénéfice brut		1 892 945	(8 077)	-	1 884 868	Bénéfice brut
Charges						
Frais d'exploitation de vente administratifs et généraux	(a)(i)	1 988 547	(40 627)	(1 947 920)	-	
	(i)	-	-	300 288	300 288	Charges d'exploitation
	(i)	-	-	925 186	925 186	Frais de vente
	(i)	-	-	723 846	723 846	Frais administratifs
Amortissement des immobilisations corporelles	(b)(i)	73 232	(1 001)	-	72 231	Amortissement des immobilisations corporelles
Amortissement des actifs incorporels	(c)(i)	272 447	(26 050)	-	246 397	Amortissement des actifs incorporels
Frais bancaires et autres frais financiers	(i)	32 616	-	(32 616)	-	
Aide gouvernementale	(i)	(24 363)	-	24 363	-	
Rémunération à base d'options d'achat d'actions	(i)	25 764	-	(25 764)	-	
	(i)	-	-	(9 139)	(9 139)	Autres gains (pertes) – nets
		2 368 243	(67 678)	(41 756)	2 258 809	
Bénéfice (Perte) d'exploitation avant les postes suivants		(475 298)	59 601	(41 756)	(373 941)	Perte d'exploitation
Autres revenus	(i)	(7 349)	-	7 349	-	
Perte (Gain) sur taux de change	(i)	(7 663)	-	7 663	-	
	(i)	-	-	(5 872)	(5 872)	Produits financiers
	(d)(i)	-	9 255	219 736	228 991	Charges financières
		-	9 255	213 864	223 119	Charges financières – nettes
Intérêts sur dette à long terme	(i)	187 120	-	(187 120)	-	
	(a)(i)	-	32 550	-	32 550	Quote-part des pertes d'une coentreprise
		172 108	41 805	41 756	255 669	
Perte avant impôts sur les bénéfices		(647 406)	17 796	-	(629 610)	Perte avant impôts sur les bénéfices
Économie d'impôts sur les bénéfices						Économie d'impôts sur les bénéfices
Impôts futurs		-	-	-	-	Impôts différés
Perte nette pour la période		(647 406)	17 796	-	(629 610)	Perte pour la période
Autres éléments de la perte étendue						Autres éléments du résultat global
Écart de conversion	(a)(c)(d)	(563 397)	(163 381)	-	(726 778)	Écart de conversion
Perte étendue de la période		(1 210 803)	(145 585)	-	(1 356 388)	Résultat global pour la période
						Perte par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période
Perte de base et diluée par action		(0,011)	0,001	-	(0,010)	Perte de base et diluée par action
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		60 120 832	-	-	60 120 832	Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement des flux de trésorerie consolidés au 30 septembre 2010
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation						Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
Perte nette	(a)	(647,406)	17 796	-	(629 610)	Perte nette de la période
Éléments hors caisse						Éléments hors caisse
Amortissement des immobilisations corporelles	(j)		9 255	213 864	223 119	Charges financières – nettes
Amortissement des actifs incorporels	(a)(b)	73 232	(1 001)	-	72 231	Amortissement des immobilisations corporelles
Obligations locatives nettes	(c)	272 442	(26 045)	-	246 397	Amortissement des actifs incorporels
Rémunération à base d'actions		(3 306)	-	-	(3 306)	Obligations locatives nettes
		25 764	-	-	25 764	Rémunération à base d'actions
Intérêts théoriques sur la dette long terme et débeture convertible	(a)	-	38 050	-	38 050	Quote-part des pertes d'une coentreprise
	(j)	54 875	-	(54 875)	-	
		(224 399)	38 045	158 989	(27 355)	
Débiteurs	(a)	(2 160 199)	29 214	-	(2 130 985)	Débiteurs
Stocks	(a)	(309 856)	1 893	-	(307 963)	Stocks
Travaux en cours		538 004	-	-	538 004	Coûts engagés sur excédent de facturation
Frais payés d'avance		41 189	-	-	41 189	Frais payés d'avance
Créditeurs et charges à payer	(a)(g)	(1 237 256)	130	(29 584)	(1 266 710)	Créditeurs et charges à payer
	(g)			29 584	29 584	Provisions
Excédent de facturation sur travaux en cours		564 518	-	-	564 518	Excédent de facturation sur coûts engagés
		(2 787 999)	69 282	158 989	(2 559 718)	Trésorerie générée par les (affectée aux) activités d'exploitation
	(j)	-		5 872	5 872	Intérêts reçus
		-		-	-	Impôts payés sur les bénéfices
		(2 787 999)	69 292	164 861	(2 553 846)	Trésorerie nette affectée aux activités d'exploitation
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement
Disposition du placement détenu jusqu'à échéance		39 298	-	-	39 298	Disposition de certificats de placement garanti
Acquisition d'immobilisations corporelles	(a)	(126 750)	1 019	-	(125 731)	Acquisition d'immobilisations corporelles
Acquisition d'actifs incorporels	(a)	(7 367)	(5)	-	(7 372)	Acquisition d'actifs incorporels
Acquisition d'entreprises		(385 785)	-	-	(385 875)	Contreparties conditionnelles payées
		(480 694)	1 014	-	(479 680)	Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						Flux de trésorerie liés aux activités de financement
Variation de l'emprunt bancaire		1 545 321	-	-	1 545 321	Variation de l'emprunt bancaire
Versement sur la dette long terme		(170 263)	-	-	(170 263)	Versement sur la dette long terme
Dette à long terme contractée		124 692	-	-	124 692	Dette à long terme contractée
Frais d'émission d'actions	(j)	(5 420)	-	(164 861)	(164 861)	Intérêts payés
		1 494 330	-	(164 861)	1 329 469	Frais d'émission d'actions
Variation nette de la trésorerie et équivalents		(1 774 363)	70 306	-	(1 704 057)	Trésorerie nette générée par les activités de financement
Incidence des variations du taux de change sur le solde de trésorerie détenu en monnaies étrangères	(a)	(20 613)	(2 516)	-	(23 129)	Variation nette de la trésorerie et équivalents
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents		(1 794 976)	67 790	-	(1 727 186)	Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et équivalents
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	(a)(c)(d)	2 672 375	(86 327)	-	2 586 048	Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		877 399	(18 537)	-	858 862	Trésorerie et équivalents de trésorerie au début
						Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement des capitaux propres consolidés au 30 juin 2011
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
ACTIF						ACTIF
Actif à court terme						Actifs non courants
Trésorerie et équivalents	(a)	465 427	(25 071)	-	440 356	Trésorerie et équivalents
Placements détenus à des fins de transaction		1 412 963	-	-	1 412 963	Certificats de placement garanti
Débiteurs	(a)	8 412 515	(584 039)	-	7 828 476	Débiteurs
Stocks	(a)	2 281 319	(50 663)	-	2 230 656	Stocks
Travaux en cours	(a)	2 332 345	(67 404)	-	2 264 941	Coûts engagés sur excédent de facturation
Frais payés d'avance		198 504	-	-	198 504	Frais payés d'avance
		15 103 073	(727 177)	-	14 375 896	
Immobilisations corporelles	(a)(b)	2 333 004	(267 190)	-	2 065 814	Actifs non courants
Actifs incorporels	(c)	8 374 218	(2 249 670)	-	6 124 548	Immobilisations corporelles
	(a)	-	88 041	-	88 041	Actifs incorporels
Autres actifs		41 942	-	-	41 942	Participation dans une coentreprise
Écarts d'acquisition	(d)	10 690 312	(510 885)	-	10 179 427	Autres actifs
Actifs d'impôts futurs	(c)	680 597	947 068	-	1 627 665	Goodwill
		37 223 146	(2 719 813)	-	34 503 333	Actifs d'impôts différés
PASSIF						PASSIF
Passif à court terme						Passifs non courants
Découvert bancaire		291 520	-	-	291 520	Découvert bancaire
Emprunts bancaires	(a)	1 579 486	(225 861)	-	1 353 625	Emprunts bancaires
Créditeurs et charges à payer	(a)(c)(d)(g)	5 328 868	(427 789)	(719 178)	4 181 901	Créditeurs et charges à payer
	(g)	-	-	32 300	32 300	Provisions
Excédent de facturation sur travaux en cours		1 310 866	-	-	1 310 866	Excédent de facturation sur coûts engagés
Impôts sur les bénéfices à payer	(a)	17 977	(10 328)	-	7 649	Impôts sur les bénéfices à payer
		319 108	-	-	319 108	Tranche non courante de la dette à long terme
Tranche à court terme de la dette à long terme	(d)(g)	-	-	686 878	686 878	Contreparties conditionnelles
		8 847 825	(663 978)	-	8 183 847	
Dette à long terme	(g)	3 225 176	-	-	3 225 176	Passifs non courants
Loyers différés		37 901	-	-	37 901	Dette à long terme
		12 110 902	857 816	-	12 968 718	Contreparties conditionnelles
CAPITAUX PROPRES						CAPITAUX PROPRES
Capital-actions	(h)	45 866 225	-	(13 789)	45 852 436	Capital social
Surplus d'apport	(f)	11 878 629	-	(11 878 629)	-	
	(f)	-	-	1 734 952	1 734 952	Réserve pour les options d'achat d'actions
	(f)	-	-	10 143 677	10 143 677	Réserve pour les bons de souscription
Déficit	(b)(c)(d)(e)(g)(h)	(30 635 638)	(3 651 923)	13 789	(34 273 772)	Déficit
Cumul des autres éléments de la perte étendue	(a)(c)(d)	(1 996 972)	74 294	-	(1 922 678)	Cumul des autres éléments du résultat global
		25 112 244	(3 577 629)	-	21 534 615	
		37 223 146	(2 719 813)	-	34 503 333	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement du résultat global consolidé pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
Produits	(a)	28 798 161	(1 165 895)	-	27 632 266	Activités poursuivies Revenus
Coûts des marchandises vendues	(a)	20 231 921	(763 846)	-	19 468 075	Coût des marchandises vendues
Bénéfice brut		8 566 240	(402 049)	-	8 164 191	Bénéfice brut
Charges						
Frais d'exploitation de vente administratifs et généraux	(a)(i) (i) (i) (i)	8 421 342 - - -	(410 679) - - -	(8 010 663) 1 225 331 3 689 387 3 392 160	- 1 225 331 3 689 387 3 392 160	- Charges d'exploitation Frais de vente Frais administratifs
Amortissement des immobilisations corporelles	(a)(i)	307 297	(7 295)	-	300 002	Amortissement des immobilisations corporelles
Amortissement des actifs incorporels	(c)(i)	1 065 826	(117 343)	-	948 483	Amortissement des actifs incorporels
Frais bancaires et autres frais financiers	(a)(j)	170 277	(5 656)	(164 621)	-	-
Aide gouvernementale	(i)	(60 524)	-	60 524	-	-
Rémunération à base d'options d'achat d'actions	(i)	288 367	-	(288 367)	-	-
	(i)	-	-	(82 802)	(82 802)	Autres gains (pertes) – nets
		10 192 585	(540 973)	(179 051)	9 472 561	
Perte d'exploitation avant les postes suivants		(1 626 345)	138 924	1 548 975	(1 308 370)	
Autres revenus	(i)	(67 872)	-	67 872	-	-
Perte (Gain) sur taux de change	(i)	(44 846)	(42)	44 888	-	-
	(d)(i) (i)	- -	- -	(29 958) 834 869	(29 958) 834 869	Produits financiers Charges financières
		-	-	804 911	804 911	Charges financières – nettes
Intérêts sur dette à long terme	(i)	700 217	-	(700 217)	-	-
Gain sur remboursement anticipé de la débenture convertible		(99 415)	-	-	(99 415)	Gain sur remboursement anticipé de la débenture convertible
Frais liés aux acquisitions et intégrations	(i) (a)	38 403 -	- (116 830)	(38 403) -	- (116 830)	- Quote-part de bénéfice dans une coentreprise
		526 487	(116 872)	179 051	588 666	
Perte avant impôts sur les bénéfices		(2 152 832)	255 796	-	(1 897 036)	Perte avant impôts sur les bénéfices
Économie d'impôts sur les bénéfices						Économie d'impôts sur les bénéfices
Impôts exigibles	(a)	25 096	(10 410)	-	14 686	Impôts exigibles
Impôts futurs	(a)	(561 111)	669	-	(560 442)	Impôts différés
		(536 015)	(9 741)	-	(545 756)	
Perte nette pour l'exercice		(1 616 817)	265 537	-	(1 351 280)	Perte nette pour l'exercice
Autres éléments de la perte étendue						Autres éléments du résultat global
Écart de conversion	(a)(c)(d)	(2 292 675)	595 912	-	(1 922 678)	Écart de conversion
Perte étendue pour l'exercice		(3 909 492)	825 271	-	(3 273 958)	Résultat global pour l'exercice
						Perte nette par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période
Perte nette de base et diluée par action		(0,027)	0,005	-	(0,022)	Perte nette de base et diluée par action
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		60 136 106	-	-	60 136 106	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Administrateurs

Philippe Gervais, président du conseil d'administration ⁽¹⁾
Frédéric Dugré, président et chef de la direction et administrateur
John G. Booth, administrateur ⁽²⁾
Élaine C. Phénix, administratrice ^{(1) (2)}
André Duquenne, administrateur
Richard Hoel, administrateur ⁽¹⁾
Lisa Henthorne, administratrice ⁽²⁾
Laurence E. Gamst, administrateur ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Comité de vérification

⁽²⁾ Comité de gouvernance et rémunération

Membres de l'équipe de haute direction

Frédéric Dugré, président et chef de la direction
Jim Peterson, chef de l'exploitation
Josée Riverin, directrice des finances
Guillaume Ducharme, V.-P., communications & relations investisseurs
Marc Blanchet, V.-P., affaires corporatives et juridiques & Secrétaire du conseil

Harbans Kohli, V.-P., ventes Amérique du Nord
Guillaume Claret, V.-P., développement stratégique
Paul Laverty, V.-P., ingénierie
David Russell, V.-P., produits chimiques de spécialité et services

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

Auditeurs

PricewaterhouseCoopers LLP/S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Agent de transfert

Services aux Investisseurs Computershare Inc.

BUREAUX ET USINES

Siège social

420, boul. Charest Est, bureau 240
Québec, Québec, G1K 8M4
Téléphone : 418-688-0170
Télécopieur : 418-688-9259

investisseur@h2oinnovation.com
www.h2oinnovation.com

Usines

201, 1^{ère} Avenue
Ham-Nord, Québec G0P 1A0

1048 La Mirada Court
Vista, Californie 92081

6840 Shingle Creek Parkway, Suite 20
Brooklyn Center, Minnesota 55430

À partir du 15 décembre 2011 :

330, rue St-Vallier Est, suite 340
Québec, Québec, G1K 9C5
Téléphone : 418-688-0170
Télécopieur : 418-688-9259

Bureaux des ventes et d'ingénierie

1046, 18th Ave SE
Calgary, Alberta T2G 1L6

H₂O Innovation India Ltd.
Chembond Center
EL-71, M.I.D.C., Mahape
Navi Mumbai - 400 710
Maharashtra – Inde